

Commune de
Châtillon-sur-
Cluses

14CCY037
15CCY015

MARS 2015



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT ET D'EAUX PLUVIALES

Notice explicative pour la mise à
l'enquête publique


SAFEGE
Ingénieurs Conseils

SIÈGE SOCIAL
PARC DE L'ÎLE - 15/27 RUE DU PORT
92022 NANTERRE CEDEX

Agence de **CHAMBERY** : Savoie Technolac - BP 318 - 73377 LE BOURGET DU LAC CEDEX
Tél : 04 79 26 46 00 - Fax : 04 79 26 46 08 - E-mail : chambery@safège.fr

PRÉAMBULE

La Loi sur l'Eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 (art. 54) et sa transcription dans le Code Général des Collectivités Territoriales (article L2224-10) imposent aux communes de délimiter, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non-collectif, ainsi que les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et celles où des installations de collecte et traitement des eaux pluviales sont nécessaires .

Le présent dossier d'enquête, qui concerne la commune de Châtillon-sur-Cluses (74), s'inscrit dans ce cadre réglementaire et comprend, conformément au décret suscité :

- ✓ un projet de carte des zones d'assainissement collectif et non-collectif de la commune ;
- ✓ un projet de carte de zonage des eaux pluviales ;
- ✓ une notice justifiant les zonages ainsi envisagés.

Ces documents sont élaborés dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Châtillon-sur-Cluses, dont ils constitueront l'annexe sanitaire assainissement et eaux pluviales.

L'objectif est de délimiter, après enquête publique :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où la commune est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non-collectif, où elle est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien ;
- ✓ « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement » ;
- ✓ « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Cette réflexion porte sur :

- ✓ la faisabilité de l'assainissement non-collectif ;
- ✓ le respect de l'environnement ;
- ✓ la maîtrise des coûts ;
- ✓ les zones d'urbanisation future.

Le zonage d'assainissement mis en place par les communes constitue une règle devant être respectée par les autorités compétentes en matière d'occupation et d'utilisation des sols. Cependant, le zonage d'assainissement ne constitue pas un document d'urbanisme, au sens du Code de l'urbanisme (article R600-1 du Code de l'urbanisme), même s'il peut avoir des incidences sur l'occupation des sols, et ce bien que ce ne soit pas sa vocation initiale qui est :

- ✓ d'assurer la collecte et le traitement des eaux usées dans les zones d'assainissement collectif,
- ✓ d'assurer le contrôle, et éventuellement l'entretien, des dispositifs d'assainissement individuels.

Le présent document constitue la notice explicative du zonage d'assainissement et des eaux pluviales.

TABLE DES MATIÈRES

1	Contexte et objectifs des zonages d'assainissement et d'eaux pluviales	1
1.1	Zonage d'assainissement	1
1.1.1	Rappel du contexte réglementaire	1
1.1.2	Objectifs du zonage d'assainissement	3
1.2	Zonage d'eaux pluviales.....	4
1.2.1	Règlementation.....	4
1.2.1.1	Art l2224-10 du CGCT (Art.35 de la Loi sur l'Eau de 1992).....	4
1.2.1.2	Art L 214 du Code de l'Environnement (Art.10 de la Loi sur l'Eau de 1992).....	5
1.2.1.3	Rappel du Code civil	5
1.2.2	Objectifs du zonage d'eaux pluviales.....	5
2	Présentation de la commune de Châtillon-sur-Cluses.....	7
2.1	Situation géographique et administrative	7
2.2	Contexte urbain	8
2.2.1	Évolution de la population.....	8
2.2.2	Parc de logements de la commune	10
2.2.3	Urbanisation	10
2.2.3.1	Répartition actuelle du bâti.....	10
2.2.3.2	Document d'urbanisme	11
2.2.3.3	Projets d'urbanisation.....	11
2.2.4	Alimentation en eau potable.....	12
2.3	Milieu naturel	12
2.3.1	Zones naturelles sensibles	12
2.3.1.1	ZNIEFF	13
2.3.1.2	ZICO.....	13
2.3.1.3	Unités paysagères.....	14
2.3.2	Topographie.....	14
2.3.3	Contexte hydrographique	14
2.3.4	Contexte géologique et hydrogéologique.....	15
2.3.5	Risques naturels.....	17

3 Situation de l'assainissement collectif	19
3.1 Réseaux d'assainissement collectif et unités de traitement actuels.....	19
3.2 Réseaux d'assainissement collectif envisagés.....	19
4 Situation de l'assainissement non-collectif	21
4.1 Règlements.....	21
4.2 Rappels des dispositifs d'assainissement non-collectif.....	22
4.2.1 Prétraitement.....	22
4.2.2 Épuration et évacuation	23
4.2.3 Entretien des installations.....	26
4.2.4 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non-collectif.....	26
4.3 Service de l'assainissement non-collectif.....	27
4.3.1 Organisation et mise en œuvre du service d'assainissement non-collectif	27
4.3.2 Contrôle des installations	28
4.3.3 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non-collectif.....	29
4.3.4 Entretien des installations.....	30
4.4 Diagnostic des équipements d'assainissement non-collectif existants.....	30
5 Présentation de la carte de zonage d'assainissement.....	33
5.1 Généralités.....	33
5.2 Étude de sols.....	33
5.2.1 Objectif et méthodologie appliquée pour l'étude de sol.....	33
5.2.2 Perméabilité et typologie des sols rencontrés.....	34
5.2.3 Filières d'assainissement non-collectif adaptées.....	35
5.3 Critères de choix pour le zonage de l'assainissement	37
5.4 Zone d'assainissement collectif proposée	38
5.5 Zone d'assainissement non-collectif proposée.....	39
5.6 Présentation de la carte de zonage d'assainissement.....	39
5.6.1 L'assainissement collectif.....	40
5.6.2 L'assainissement non-collectif.....	40
6 Répercussions financières	41
6.1 Principe de "l'eau paie l'eau"	41
6.2 Service de l'assainissement collectif.....	41

6.3	Service de l'assainissement non-collectif.....	42
7	Zonage des eaux pluviales	43
7.1	Diagnostic de la situation actuelle.....	43
7.2	Situation future	43
7.3	Principes généraux	44
7.4	Techniques alternatives de gestion des eaux pluviales	45
7.4.1	Les puits d'infiltration	45
7.4.2	Les chaussées à structure réservoir.....	46
7.4.3	Les tranchées drainantes.....	46
7.4.4	Les noues	47
7.4.5	Les bassins secs et en eau	47
7.4.6	Les toitures-terrasses	48
7.5	Présentation de la carte de zonage des eaux pluviales	48

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 2-1 :	Localisation de la commune de Châtillon-sur-Cluses (source Géoportail).....	8
Figure 2-2 :	Évolution de la population de 1962 à 2011	9
Figure 2-3 :	Carte du réseau hydrographique de la commune (source : Géoportail)	15
Figure 2-4 :	Extrait de la carte géologique (source : Géoportail).....	16
Figure 2-5 :	Carte du PPRI de Châtillon-sur-Cluses	17
Figure 4-1 :	Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec épandage en tranchée.....	24
Figure 4-2 :	Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec filtre vertical drainé	25
Figure 4-3 :	Exemple d'une filière de traitement de type filtre compact (source : EPARCO).....	25
Figure 4-4 :	Répartition de la conformité des installations en ANC de Châtillon-sur-Cluses	31
Tableau 2-1 :	Recensement de la population de 1962 à 2011 (source : INSEE)....	9
Tableau 2-2 :	Répartition du parc de logements (source : INSEE)	10
Tableau 2-3 :	Ancienneté du bâti sur Châtillon-sur-Cluses (source INSEE)	11
Tableau 4-1 :	Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif ...	30
Tableau 4-2 :	Conformité des installations d'ANC contrôlées de Châtillon-sur-Cluses	31
Tableau 5-1 :	Couleurs normalisées pour la cartographie de l'aptitude des sols.	37
Tableau 5-2 :	Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement.....	38

TABLE DES ANNEXES

Annexe 1 **Fiche DREAL de la zone naturelle**

Annexe 2 **Carte des aléas**

Annexe 3 **Courrier SIVOM**

Annexe 4 **Plans du réseau d'eaux usées en projet**

Annexe 5 **Règlement du service de l'assainissement non-collectif**

Annexe 6 **Carte d'aptitude des sols**

Annexe 7 **Zonage de l'assainissement**

Annexe 8 **Délibération tarifs du SPANC**

Annexe 9 **Zonage des eaux pluviales**

Contexte et objectifs des zonages d'assainissement et d'eaux pluviales

1.1 Zonage d'assainissement

1.1.1 Rappel du contexte réglementaire

Les communes ont pour obligation d'exercer la compétence en matière d'assainissement (articles L. 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales CGCT) et se doivent de faire les choix nécessaires à la mise en œuvre de cette obligation en définissant notamment le ou les systèmes d'assainissement les plus adaptés aux caractéristiques de la commune et à son environnement. Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-10 du CGCT, elles délimitent ainsi :

- ✓ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ✓ les zones relevant de l'assainissement non-collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien.

Une réflexion prospective sur l'assainissement des différentes parties de la commune doit être menée à cette occasion.

La mise en œuvre de ces obligations n'implique donc pas, dès lors qu'une commune a le choix, de mettre en place un système d'assainissement collectif en raison de la présence d'une zone urbanisée, ni d'étendre ce système à l'ensemble du territoire communal.

Au contraire, l'article R. 2224-7 du CGCT précise que les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas :

- ✓ soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement ;
- ✓ soit parce que son coût serait excessif ;

peuvent être placées en zone d'assainissement non-collectif.

L'obligation de raccordement des immeubles aux égouts, formulée par l'article L. 1331-1 du code de la santé publique, s'entend dans ce contexte. Des exonérations à l'obligation de raccordement au réseau collectif sont possibles. Elles impliquent toutefois alors que les immeubles soient obligatoirement dotés d'un assainissement non-collectif et les installations maintenues en bon état de fonctionnement. Ces possibilités d'exonération existent, mais elles sont strictement encadrées afin de ne pas porter atteinte à l'objectif général de raccordement. Les conditions d'exonération sont en effet de deux ordres et doivent être interprétées de manière cumulative. En premier lieu, l'immeuble en question doit présenter un caractère « difficilement raccordable », ce qui implique que la preuve de ce caractère puisse être apportée par le Maire lorsqu'il décide d'accorder une exonération. En second lieu, il doit être équipé d'une installation d'assainissement autonome, c'est-à-dire s'inscrire dans le cadre de l'assainissement non-collectif.

La circulaire interministérielle n°97-49 du 22 mai 1997, relative à l'assainissement non-collectif, précise que par expérience, l'assainissement collectif ne se justifie plus pour des considérations financières, dès lors que la distance moyenne entre les habitations atteint 20/25 mètres. Cette distance devant être relativisée en fonction de l'étude des milieux physiques. Au-dessus de 30 mètres, la densité est telle que l'assainissement non-collectif est compétitif, sauf conditions particulières (par exemple la présence d'une nappe sensible à protéger).

Si la loi fixe des obligations de résultats aux communes, elle leur laisse cependant le choix des moyens, notamment pour délimiter sur leur territoire les zones relevant de l'assainissement collectif (où la collecte et l'épuration sont prises en charge par le service public d'assainissement) et les zones relevant de l'assainissement non-collectif (où la mise en place et l'entretien des dispositifs sont de la responsabilité des personnes privées). La détermination des zones d'assainissement collectif et non-collectif prévue par l'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales doit ainsi être précédée d'une réflexion technico-économique et environnementale qui doit conduire à choisir l'assainissement non-collectif dans tous les secteurs où il est techniquement réalisable et où l'assainissement collectif ne se justifie pas, à savoir notamment les zones rurales ou peu densément urbanisées. Le zonage d'assainissement permet donc une optimisation de ces choix.

Le zonage assainissement ne constitue pas à lui seul un schéma directeur d'assainissement. Ce plan de zonage identifie la vocation des différentes zones du territoire de la commune en matière d'assainissement au vu de l'aptitude des sols, du coût de chaque option et de la densification de l'urbanisation. Il ne fige donc pas une situation en matière d'assainissement. Pour autant, les constructions situées en zone « assainissement collectif » ne bénéficient pas d'un droit à disposer d'un équipement collectif à une échéance donnée. Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu. La réglementation en la matière s'applique donc comme partout ailleurs : en l'absence de réseau, il est nécessaire de disposer d'un équipement individuel maintenu en bon état de fonctionnement.

1.1.2 Objectifs du zonage d'assainissement

Conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Châtillon-sur-Cluses, compétente en assainissement, doit délimiter le zonage d'assainissement collectif et non-collectif en précisant :

- ✓ **la ou les zones d'assainissement collectif** où la collectivité doit assurer le financement (investissement et exploitation) des équipements d'assainissement collectifs permettant la collecte, l'épuration et le rejet au milieu naturel des eaux usées domestiques. La collectivité doit également se charger de l'élimination des boues excédentaires d'épuration issues du traitement. Les coûts du service sont financés par une redevance assainissement pour les usagers en bénéficiant ;
- ✓ **la ou les zones d'assainissement non-collectif** où la collectivité compétente est tenue d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et, si elle le décide, leur entretien, ainsi que le conseil et l'assistance technique aux usagers.

Ces services sont assurés par le Service Public de l'Assainissement Non-Collectif (SPANC) du SIVM du Haut-Giffre, à qui la commune de Châtillon-sur-Cluses a délégué sa compétence relative à l'assainissement non-collectif depuis le 1^{er} janvier 2014. Auparavant cette compétence était assurée par le SIVOM de Cluses.

Le financement des équipements (investissement et exploitation) d'assainissement non-collectif revient aux particuliers. La maîtrise d'ouvrage est privée.

Les coûts du SPANC liés au contrôle de bon fonctionnement des installations de Châtillon-sur-Cluses étaient auparavant financés par une redevance annuelle appliquée sur la facture d'eau des usagers bénéficiant du service. Dorénavant, la prestation de contrôle périodique de bon fonctionnement sera payée en une fois après chaque contrôle, et la périodicité des contrôles a été fixée à environ 6 ans.

Les objectifs de l'établissement du zonage d'assainissement collectif / non-collectif sont les suivants :

- ✓ sur le plan technique :
 - ◆ l'optimisation des modes d'assainissement au regard des différentes contraintes techniques et environnementales ;
 - ◆ la revalorisation de l'assainissement non-collectif en tant que technique épuratoire comme une alternative intéressante au réseau collectif au niveau technique, économique et environnemental ;
 - ◆ l'identification des zones d'assainissement collectif permettant :
 - une délimitation fine des périmètres d'agglomération ;
 - l'évaluation des flux raccordables sur les ouvrages collectifs.
 - ◆ la précision des zones d'intervention des services publics d'assainissement collectif et non-collectif (lisibilité du service public).

- ✓ sur le plan stratégique :
 - ◆ la cohérence des politiques communales, c'est-à-dire l'adéquation entre les besoins de développement et la capacité des équipements publics ;
 - ◆ la limitation et la maîtrise des coûts de l'assainissement collectif relatif aux eaux usées et eaux pluviales.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral actualisé. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante, opposable aux tiers et annexée aux documents d'urbanisme communaux.

En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme ou de permis de construire sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Après adoption du projet de zonage, celui-ci est soumis à enquête publique (article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales), puis approuvé par la collectivité.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (nouvelle enquête publique).

1.2 Zonage d'eaux pluviales

1.2.1 Règlements

La Loi sur l'Eau de 1992 a intégré la problématique des eaux pluviales principalement au travers de l'article 10 (repris par l'article L 214 du Code de l'Environnement), et de l'article 35 (repris par l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales).

1.2.1.1 Art L2224-10 du CGCT (Art.35 de la Loi sur l'Eau de 1992)

Cet article impose aux communes de délimiter, après enquête publique :

- ✓ « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement » ;
- ✓ « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Le zonage permet également de justifier les dispositions qui peuvent être imposées au travers des documents d'urbanisme ; notamment le PLU.

1.2.1.2 Art L 214 du Code de l'Environnement (Art.10 de la Loi sur l'Eau de 1992)

Cette partie du Code soumet à autorisation ou déclaration les installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) entraînant des rejets chroniques ou épisodiques même non polluants, dans la mesure où ils sont visés par la nomenclature de l'article R214-1 du Code de l'Environnement.

L'article R214-1 du Code de l'Environnement stipule à la rubrique 2.1.5.0 que tout rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration d'un projet dont la superficie totale, augmentée de la surface du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet :

- ✓ est supérieure ou égale à 20 ha, est soumis à autorisation ;
- ✓ est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha, est soumis à déclaration.

A ce titre, toute opération privée ou publique concernée par cette rubrique devra faire l'objet d'un dépôt de dossier (Déclaration ou Autorisation) auprès de la préfecture.

La nomenclature de l'article R214-1 recense également d'autres opérations pouvant rentrer dans ce cadre de travaux liés aux eaux pluviales (assèchement de zones humides, travaux de drainage, création de zones imperméabilisées, déversoirs d'orage, rejets dans un cours d'eau au-delà d'un seuil de débit, travaux sur les cours d'eaux, etc.).

1.2.1.3 Rappel du Code civil

Le Code civil pose le statut des eaux pluviales, lequel est opposable aux particuliers et aux collectivités :

- ✓ l'article L. 640 instaure une servitude légale d'écoulement (de droit privé) des eaux pluviales qui découlent naturellement du fonds supérieur ;
- ✓ l'article L. 641 stipule que les eaux pluviales sont la propriété de l'occupant les recevant sur son fonds ;
- ✓ l'article L. 681 établit une servitude légale d'égout des toits : « tout propriétaire doit établir des toits de manière que les eaux pluviales s'écoulent sur son terrain ou sur la voie publique ; il ne peut les faire verser sur le fonds de son voisin».

1.2.2 Objectifs du zonage d'eaux pluviales

L'objectif du zonage pluvial est d'établir un schéma de maîtrise qualitative et quantitative des eaux pluviales par :

- ✓ la compensation des ruissellements et de leurs effets, par des techniques compensatoires ou alternatives qui contribuent également au piégeage des pollutions à la source ;
- ✓ la prise en compte de facteurs hydrauliques visant à freiner la concentration des écoulements vers les secteurs aval, la préservation des zones naturelles d'expansion des eaux et des zones de stockage temporaire ;
- ✓ la protection des milieux naturels et la prise en compte des impacts de la pollution transitée par les réseaux pluviaux, dans le milieu naturel.

Atteindre ces objectifs nécessite la mise en œuvre de mesures variées :

- ✓ mesures curatives en cas d'insuffisances capacitaires du réseau en situation actuelle ;
- ✓ mesures préventives pour les zones d'urbanisation future.

Présentation de la commune de Châtillon-sur-Cluses

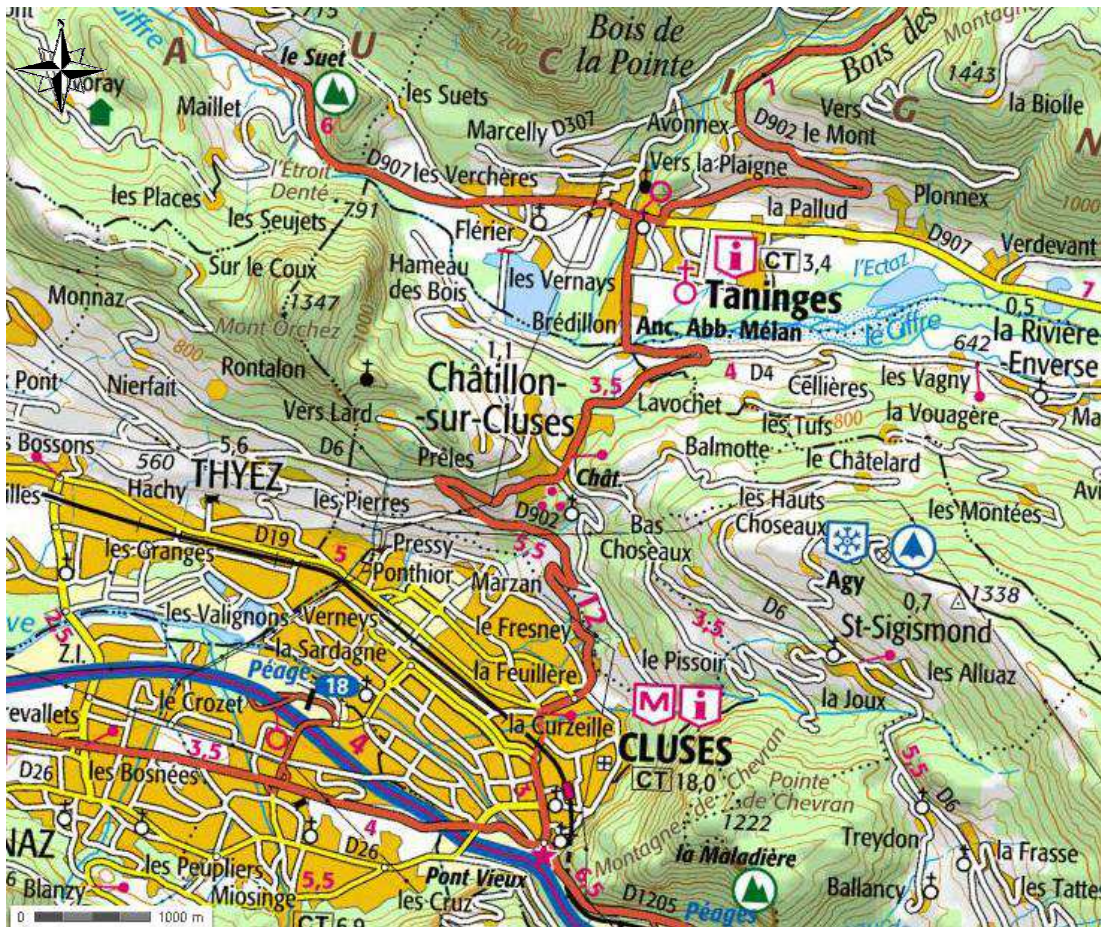
2.1 Situation géographique et administrative

La commune de Châtillon-sur-Cluses est située dans le département de la Haute-Savoie, à environ 6 km au Nord de Cluses, entre la vallée du Giffre au Nord et de l'Arve au Sud, soit entre les communes de Taninges et de Cluses.

Elle couvre une superficie de 918 hectares, avec des altitudes comprises entre 520 m au niveau du Giffre et 1 347 m au Mont Orchez. Le Chef-lieu de la commune s'est développé au niveau du col, au point de passage entre les deux vallées du Giffre et de l'Arve, à 732 m d'altitude.

La situation géographique de la zone d'étude est présentée sur la figure page suivante :

Figure 2-1 : Localisation de la commune de Châtillon-sur-Cluses (source Géoportail)



2.2 Contexte urbain

2.2.1 Évolution de la population

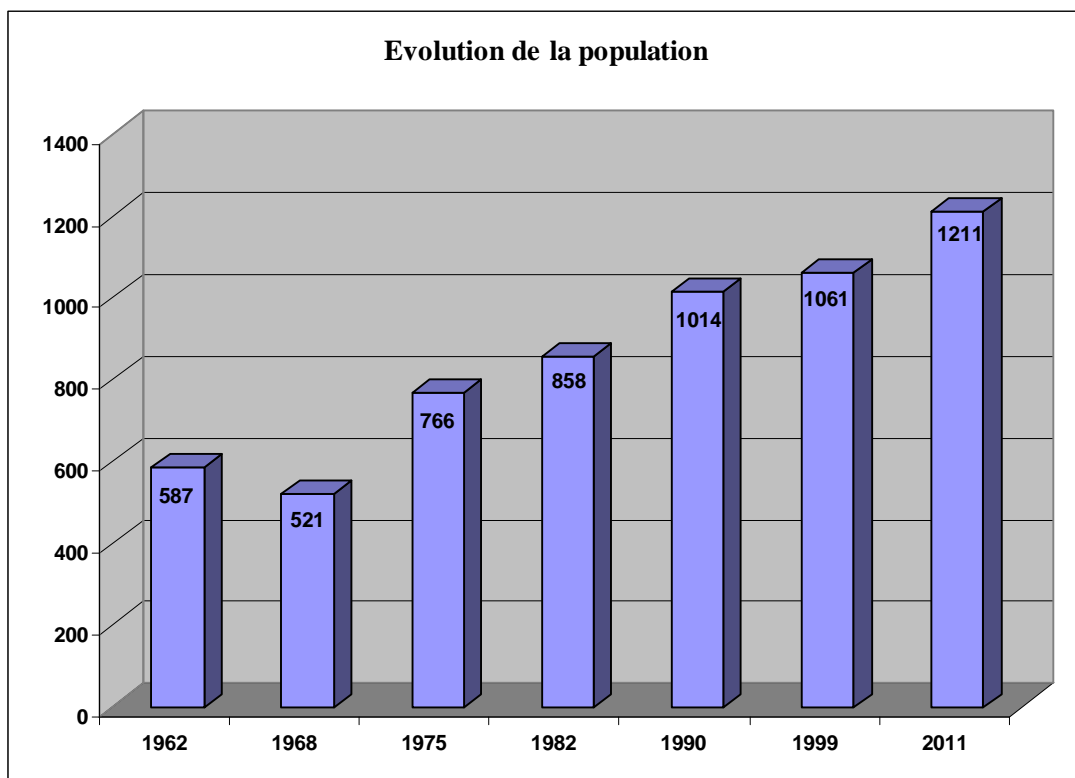
La commune de Châtillon-sur-Cluses comptait 1 211 habitants au dernier recensement INSEE de 2011.

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent l'évolution démographique de la population municipale de la commune entre 1962 et 2011, d'après les résultats des recensements nationaux de l'INSEE.

Tableau 2-1 : Recensement de la population de 1962 à 2011 (source : INSEE)

	DEMOGRAPHIE						
	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2011
Population municipale	587	521	766	858	1014	1061	1211
Variation absolue		-66	245	92	156	47	150
Variation annuelle moyenne en %		-2,0%	5,7%	1,6%	2,1%	0,5%	1,1%

Figure 2-2 : Évolution de la population de 1962 à 2011



La population légale de la commune de Châtillon-sur-Cluses a constamment augmenté entre 1968 et 2011. Entre 1999 et 2011, la population a augmenté en moyenne de 1,1 % par an.

L'augmentation de la population s'explique à la fois par un solde naturel positif (taux de natalité supérieur au taux de mortalité), et par l'arrivée de nouveaux habitants sur la commune.

A l'horizon 2025, en tenant compte des projets d'urbanisation et conformément aux données du PLU, la population pourrait atteindre entre 1 500 et 1 600 habitants ; ce qui correspondrait à un taux d'évolution moyen compris entre 2 et 3 % par an.

2.2.2 Parc de logements de la commune

Lors du recensement de 2010, la commune comptait 582 logements. La majeure partie de ces logements sont des résidences principales.

Le tableau suivant présente la répartition des logements principaux et secondaires en 1999 et 2010 :

Tableau 2-2 : Répartition du parc de logements (source : INSEE)

	LOGEMENTS			
	1999	Répartition en %	2010	Répartition en %
Résidences principales	409	81,5%	468	80,4%
Nombre moyen d'occupants des résidences principales	2,6		2,6	
Résidences secondaires et logements occasionnels	76	15,1%	59	10,1%
Logements vacants	17	3,4%	55	9,5%
TOTAL	502	100%	582	100%

Il ressort de ce tableau les points suivants :

- ✓ Le nombre de logements a augmenté de près de 16 % entre 1999 et 2010.
- ✓ La part des résidences secondaires est limitée : 10,1 % du parc en 2010.
- ✓ 9,5 % des logements sont vacants en 2010.
- ✓ Le nombre moyen d'occupants par habitation est de 2,6 en 1999 et en 2010. Ce chiffre correspond au nombre moyen d'occupants par résidence principale.

2.2.3 Urbanisation

2.2.3.1 Répartition actuelle du bâti

La majorité (83 %) des résidences principales ont été construites après 1949, avec un pic des constructions entre 1975 et 1989.

Tableau 2-3 : Ancienneté du bâti sur Châtillon-sur-Cluses (source INSEE)

	ANCIENNETE DU BATI en 2008	
	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2005	431	100%
Avant 1949	74	17,2%
De 1949 à 1974	117	27,1%
De 1975 à 1989	124	28,8%
De 1990 à 2005	116	26,9%

L'habitat de la commune de Châtillon-sur-Cluses est regroupé dans différents hameaux sur les deux bassins versants du Giffre et de l'Arve : Plan des Jourdils, Bossonnet, Prêles, Bois, Les Fontaines, Chez Drevaz, Balmotte, Blanc d'en Bas et Blanc d'en Haut.

Le Chef-lieu est bâti au niveau du col, à la limite de ces deux bassins versants, le long de la route départementale D902 qui relie Taninges et Cluses.

2.2.3.2 Document d'urbanisme

La commune de Châtillon-sur-Cluses ne dispose actuellement d'aucun document d'urbanisme. Elle est soumise au Règlement National d'Urbanisme (RNU). L'élaboration de son PLU est en cours depuis 2009 ; démarche dans laquelle s'inscrit la présente mise à jour du zonage de l'assainissement et des eaux pluviales.

2.2.3.3 Projets d'urbanisation

D'après les éléments fournis par la commune, l'habitat n'est amené à se développer que modérément au niveau du Chef-lieu.

Le principal projet d'urbanisation concerne l'aménagement commercial du Cloiset au Nord du centre bourg, en entrée de village depuis la vallée du Giffre.

La future zone commerciale comprendra :

- ✓ un supermarché avec une station-service de 6 pistes fonctionnant 24h/24 et une station de lavage ;
- ✓ un ensemble de 3 à 6 commerces dans la galerie commerciale du supermarché.

Par ailleurs, un projet d'aménagement global du secteur est envisagé avec la création d'un axe piétonnier reliant le centre historique et le centre bourg, d'une grande place piétonne autour de laquelle viendront se greffer la nouvelle mairie, l'école, le café du

col, la salle des fêtes et une nouvelle offre de logements et de commerces de proximité.

2.2.4 Alimentation en eau potable

Le service de l'eau de la commune de Châtillon-sur-Cluses est géré par le SIVU des Fontaines qui regroupe les trois communes de Saint-Sigismond, La Rivière-Enverse et Châtillon-sur-Cluses. La gestion de ce service eau potable a été déléguée à la SAUR par un contrat d'affermage depuis le 01/08/2013.

L'eau potable distribuée sur la commune de Châtillon-sur-Cluses provient des six ressources suivantes :

- ✓ captages de Larroz, de Presles et de Blanc qui sont situés sur le territoire communal de Châtillon-sur-Cluses ;
- ✓ captages des Montées et des Fontaines, situés sur la commune de La Rivière-Enverse ;
- ✓ captage des Bétés situé sur la commune de Saint-Sigismond.

Le nombre d'abonnés à l'eau potable sur la commune de Châtillon-sur-Cluses est de 519.

Le volume annuel d'eau potable facturé sur la consommation de 2012-2013 s'élevait à 45 136 m³.

2.3 Milieu naturel

2.3.1 Zones naturelles sensibles

Les zones naturelles sensibles peuvent avoir différents statuts selon la nature des intérêts à préserver (faune, flore, biotope, zone humide, etc.), la taille des zones concernées, la sensibilité des espèces (niveau local, national ou international). Les principales catégories sont : les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique), les ZICO (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux), les Réserves naturelles et les zones NATURA 2000.

Le patrimoine humain et naturel peut également être préservé à travers les Parcs Naturels Régionaux et Nationaux.

Le niveau de protection attendu dépend du statut de la zone. Ainsi, il peut s'agir d'un simple inventaire qui donne lieu à une sensibilisation des acteurs dans et autour de la zone concernée mais n'entraîne pas de protection systématique (ZNIEFF). Des mesures spécifiques peuvent ensuite être définies selon les statuts (limitation des accès au public, protection intégrale ou partielle, limitation de certaines activités (chasse, tourisme, etc.).

Des ZNIEFF et des unités paysagères sont recensées, en totalité ou en partie, sur le territoire communal de Châtillon-sur-Cluses (source DREAL Rhône-Alpes).

2.3.1.1 ZNIEFF

Les différentes zones repérées sont classées en ZNIEFF de type I ou ZNIEFF de type II selon leur taille :

- ✓ Les ZNIEFF de type I correspondent à des surfaces de petite à moyenne taille (de quelques ares pour un petit marais à quelques centaines d'hectares pour un vallon d'altitude). Elles sont caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares menacés (mare, étang, lac, prairie humide, tourbière, forêt, lande). Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou des transformations du milieu.
- ✓ Les ZNIEFF de type II sont constituées par des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes (massif forestier, massif montagneux, vallée, plateau, confluent...)

Sur l'ensemble de la commune, il est identifié 3 ZNIEFF de type I et 1 ZNIEFF de type II :

- ✓ ZNIEFF de type I :
 - ◆ Mont d'Orchez – Pic de l'Aigle (surface : 280 ha) ;
 - ◆ Versant rocheux en rive droite de l'Arve, de Balme à la Tête Louis Philippe (surface : 711 ha) ;
 - ◆ Torrent du Giffre de Taninges à Samoëns (surface : 432 ha).
- ✓ ZNIEFF de type II :
 - ◆ Ensemble fonctionnel de la rivière Arve et de ses annexes (surface : 5 600 ha).

2.3.1.2 ZICO

Les **ZICO** (285 en France, 1 675 dans la Communauté Européenne) sont des zones choisies par le Ministère de l'Environnement en concertation avec de nombreux partenaires (scientifiques, associations de défense de l'environnement, ...), comme des zones d'intérêt majeur qui abritent des effectifs d'oiseaux sauvages d'importance communautaire ou européenne.

Aucune ZICO n'est identifiée sur le territoire communal.

2.3.1.3 Unités paysagères

Il est identifié 4 unités paysagères sur le territoire communal :

- ✓ Vallée de l'Arve (surface : 23 086 ha) ;
- ✓ Agglomération de Cluses (surface : 1 555 ha) ;
- ✓ Haut-Giffre (surface : 24 416 ha) ;
- ✓ Bassin d'Arâches (surface : 4 285 ha).

Une fiche synthétique des différentes zones naturelles est fournie en **annexe 1**.

2.3.2 Topographie

Le territoire communal de Châtillon-sur-Cluses est divisé en deux bassins versants :

- ✓ le bassin versant du Giffre, sur lequel les communes limitrophes de Châtillon-sur-Cluses sont : Thiez à l'Ouest, Mieussy au Nord-Ouest, Taninges au Nord séparée du territoire communal de Châtillon-sur-Cluses par le Giffre, et La Rivière-Enverse au Nord-Est.
- ✓ le bassin versant de l'Arve, dont les communes de Saint-Sigismond et Cluses forment les limites communales Est et Sud de Châtillon-sur-Cluses.

La pente moyenne du bassin versant du Giffre, dominé par le Mont Orchez, est comprise entre 20 et 55 %. Celle du bassin versant de l'Arve oscille entre 20 et 40 %.

2.3.3 Contexte hydrographique

L'hydrographie du territoire communal s'articule autour des cours d'eau des deux bassins versants, à savoir le Giffre et l'Arve.

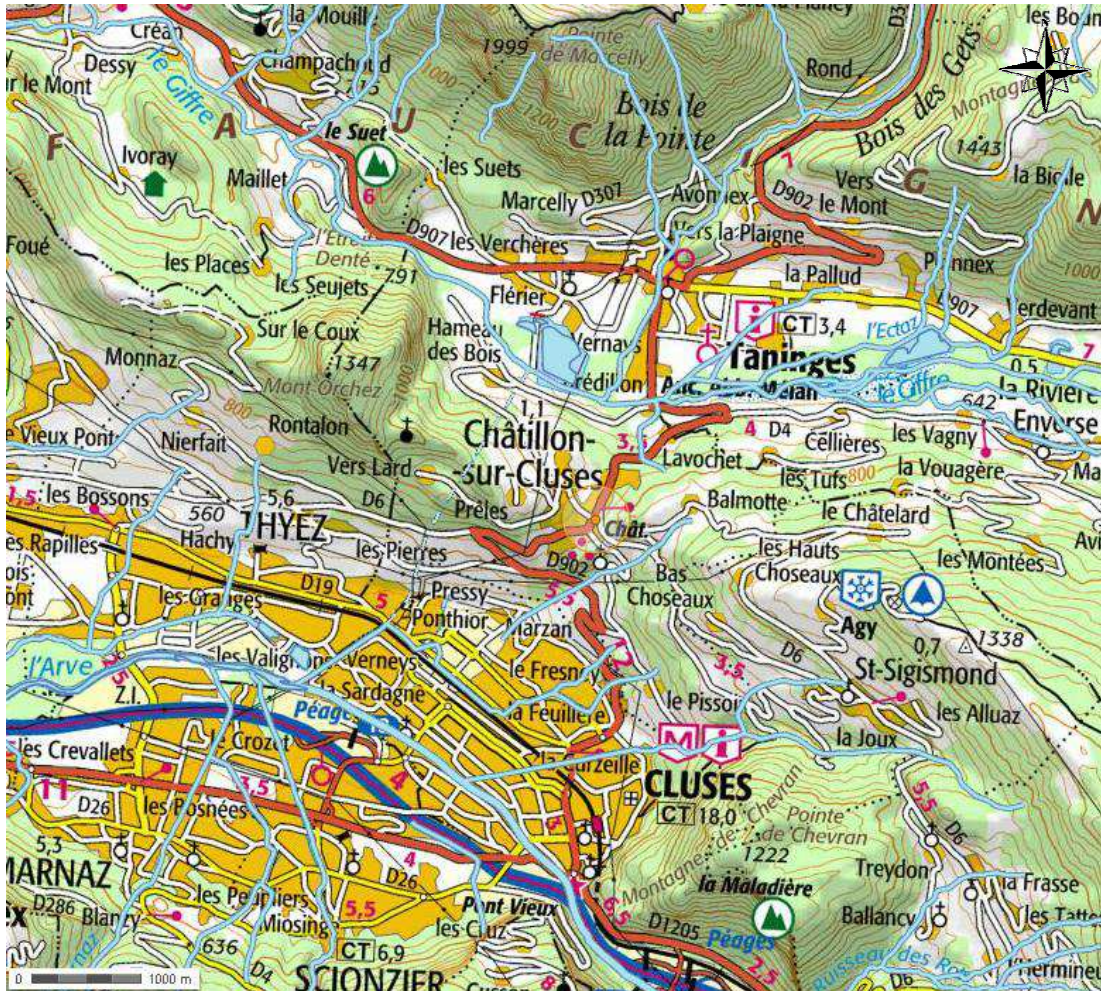
Le Giffre prend sa source dans le cirque du Bout du Monde près du cirque du Fer-à-Cheval, au pied du Mont Ruan (2 858 m), sur la commune de Sixt-Fer-à-Cheval. Il rejoint l'Arve, dont il est le principal affluent, en aval de la commune de Marignier à 447 m d'altitude.

Le Giffre constitue la limite Nord du territoire communal de Châtillon-sur-Cluses qu'il sépare de la commune de Taninges. Quelques ruisseaux affluents du Giffre s'écoulent sur la commune de Châtillon-sur-Cluses : le ruisseau de la Mouille, celui des Bois, de Bonney, ou encore du Fayet.

L'Arve prend sa source en amont de Chamonix et se jette dans le Rhône en aval du Lac Léman. Une dizaine de ruisseaux de la commune de Châtillon-sur-Cluses, affluents de l'Arve, s'écoulent en direction de Cluses : les ruisseaux de Varzin, de

Labérioux, du Noiret, du Lioraz, de l'Essert, de la Feuillère, de Blanc, de Gacoz, ou encore d'Englennaz.

Figure 2-3 : Carte du réseau hydrographique de la commune (source : Géoportail)



2.3.4 Contexte géologique et hydrogéologique

Le relevé géologique local figure sur la feuille Samoëns/Pas de Morgens au 1/50 000° du BRGM. Un extrait de cette carte est présenté sur la page suivante.

Le contexte géologique régional est marqué par les massifs subalpins septentrionaux, constitués essentiellement de terrains sédimentaires. Cette zone subalpine est appuyée sur l'axe cristallin externe représenté régionalement par le massif des Aiguilles Rouges.

La commune de Châtillon-sur-Cluses est localisée au sein de ces formations subalpines dont l'orientation générale suit un axe Nord-Est Sud-Ouest, parallèle au massif cristallin des Aiguilles Rouges.

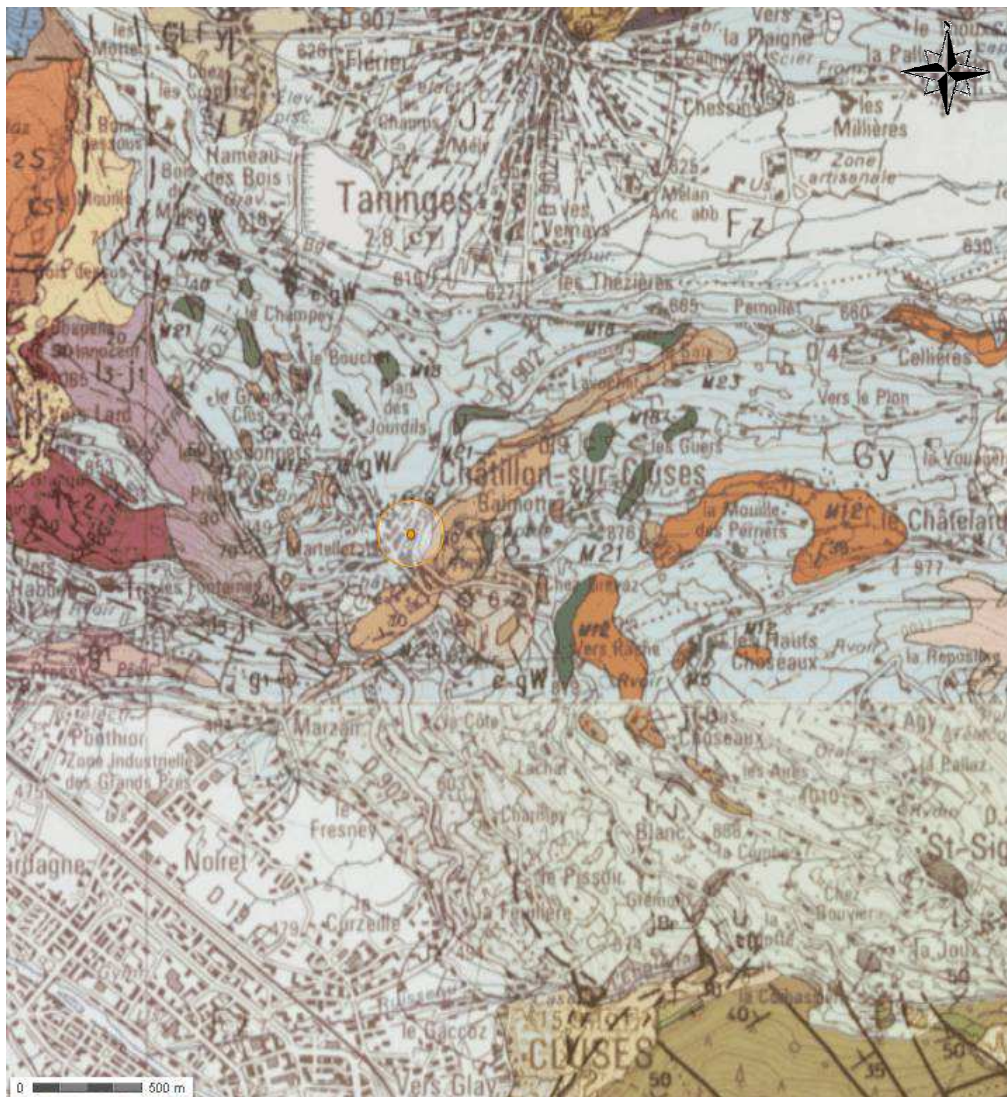
Le substratum rocheux des versants de la vallée du Giffre est constitué en grande partie par des formations sédimentaires de nature calcaire et marno-calcaire. La

majeure partie du territoire communal présente un sous-sol marneux et argileux, sur lequel reposent des sols argileux (formations quaternaires morainiques).

Le fond des vallées du Giffre et de l'Arve est constitué d'alluvions fluviales formant une plaine alluviale à cailloutis grossiers sur les communes de Taninges et de Cluses.

Les alluvions de la vallée de l'Arve constituent un magasin aquifère important à l'origine de nombreux forages, tandis que ceux de la vallée du Giffre ne présentent pas une nappe phréatique suffisamment importante pour être exploitée. L'essentiel des ressources en eau de la vallée du Giffre provient de sources d'altitude, captées et distribuées aux abonnés.

Figure 2-4 : Extrait de la carte géologique (source : Géoportail)



Les formations calcaires sont le siège de réseaux karstiques. Les eaux infiltrées en altitude dans ces massifs fissurés circulent dans les éboulis de placages morainiques. Retenues par un substratum imperméable, elles ressurgissent dans les flancs de vallées et sont à l'origine de nombreuses sources.

En raison de leur nature karstique, ces aquifères laissent supposer une grande variabilité des débits au cours du temps et une certaine vulnérabilité quant à la qualité des eaux. Les périmètres de protection des captages sont donc indispensables, tout comme les systèmes de traitement des installations d'assainissement autonome des chalets d'alpages situés en amont.

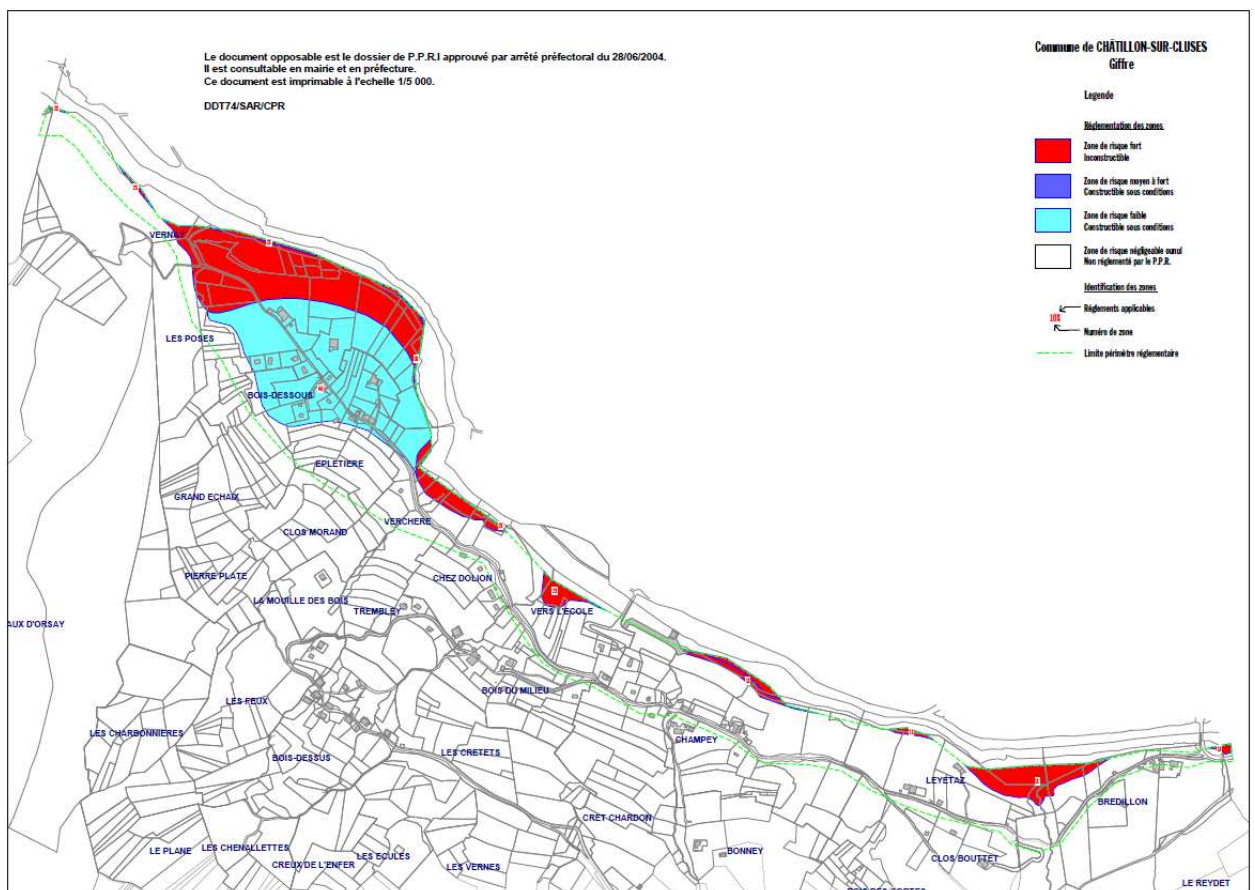
2.3.5 Risques naturels

La commune de Châtillon-sur-Cluses est soumise aux risques naturels suivants : séismes (zone de sismicité moyenne : 4), inondations et mouvements de terrain.

La commune de Châtillon-sur-Cluses est dotée d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI), approuvé le 28 juin 2004, qui concerne les rives du Giffre au Nord de la commune.

Un extrait de la carte règlementaire de ce PPRI est présenté ci-dessous :

Figure 2-5 : Carte du PPRI de Châtillon-sur-Cluses



Les risques naturels sur le reste de la commune sont gérés par un Document Communal Synthétique (DCS) qui mentionne l'ensemble des risques naturels auxquels la commune est exposée. D'après ce document, lors de fortes crues,

certaines parties de la zone d'activités des Iles peuvent être inondées. Par ailleurs, il indique qu'un glissement de terrain au lieu-dit Le Possoir a été recensé suite aux pluies du 29 et 30 novembre 1996.

La carte des aléas est présentée en **annexe 2** du présent rapport.

3

Situation de l'assainissement collectif

3.1 Réseaux d'assainissement collectif et unités de traitement actuels

La commune de Châtillon-sur-Cluses ne dispose actuellement d'aucun réseau d'assainissement collectif, ni de station de traitement des effluents. L'ensemble des habitations de la commune disposent d'installations d'assainissement autonome.

3.2 Réseaux d'assainissement collectif envisagés

La création de réseaux d'eaux usées est en projet sur la commune. Une première tranche de travaux concerne le secteur du centre bourg, entre la zone d'aménagement commerciale prévue dans le secteur du Cloiset, et le réseau existant chemin de Verdon, sur la commune de Cluses. Cette première tranche de travaux de mise en place de collecteurs d'assainissement collectif est prévue en 2016-2017.

La commune a obtenu un accord écrit du Président du SIVOM de la Région de Cluses le 11 juillet 2013 concernant la possibilité de prendre en compte les effluents de Châtillon-sur-Cluses à la station d'épuration intercommunale de Marignier. Ce courrier est joint en **annexe 3** du présent rapport.

Elle avait également obtenu le 30 août 2012, du Maire de Cluses et du gestionnaire du réseau de Cluses, l'autorisation de se raccorder sur le réseau existant du chemin de Verdon à Cluses, sous réserve de quelques adaptations techniques à apporter au réseau de Cluses (remplacement d'une pompe dans le poste de refoulement des Glières, et remplacement et motorisation d'une vanne de by-pass dans une chambre existante rue de Verdun).

Les eaux usées du Chef-lieu et du futur projet de supermarché du secteur du Cloiset seront donc raccordées sur le bassin versant de Cluses pour être acheminées jusqu'à la station de traitement de Marignier, via les réseaux existants de Cluses. Les effluents du secteur du Cloiset seront refoulés sur environ 250 m, jusqu'au sommet du col après avoir traversé le nouveau giratoire, par un poste qui sera situé au point bas le long de la RD 902.

Ce projet de création d'un collecteur d'eaux usées entre le Chef-lieu de Châtillon-sur-Cluses et le chemin de Verdon de la commune de Cluses prévoit donc la mise en place de :

- ✓ 410 ml de FØ200 sous la RD 902 en amont du tracé, et sous le chemin de Verdon à l'aval avant le raccordement sur le réseau existant de Cluses ;
- ✓ 1 720 ml de polypropylène Ø200 sous les voies communales du Martelet et des Fontaines ;
- ✓ 130 ml de polypropylène Ø200 en accotement de la RD 902 au droit de la zone du Cloiset ;
- ✓ 250 ml de conduite de refoulement en PEDHØ110 pour remonter les effluents du secteur du Cloiset vers le bassin de Cluses ;
- ✓ un poste de refoulement équipé de :
 - ◆ une bâche béton de 1,50 x 1,50 x 3,00 ;
 - ◆ 2 pompes de 16 m³/h ;
 - ◆ une chambre de vannes ;
 - ◆ une armoire de commande ;
 - ◆ un point d'eau potable ;
 - ◆ une clôture rigide avec portail de 3,00 m de hauteur.
- ✓ 53 regards de visite sur le collecteur ;
- ✓ 45 branchements riverains équipés d'un tabouret ;
- ✓ une chambre de comptage équipée d'un Venturi, d'une sonde et d'un dispositif de télétransmission, en amont du raccordement au réseau de Cluses chemin de Verdon.

Les plans des travaux envisagés, établis par le bureau d'études INFRAROUTE, dans le cadre du dossier de demande de subvention, figurent en **annexe 4** du présent document.

4

Situation de l'assainissement non-collectif

4.1 Règlementation

L'assainissement non-collectif se définit comme "toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées (...) des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées" (article 1^{er} de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅).

Il est aussi appelé assainissement individuel ou autonome.

La directive européenne du 21 mai 1991, la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, puis la loi sur l'eau du 30 décembre 2006 reconnaissent ce type d'assainissement comme une solution à part entière, alternative à l'assainissement collectif ("tout à l'égout"). En effet, lorsqu'il est correctement installé et entretenu, les performances de l'assainissement non-collectif sont très efficaces pour préserver la salubrité publique et protéger l'environnement.

Les équipements d'assainissements non-collectifs sont régis par les arrêtés suivants :

- ✓ l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non-collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅ ;
- ✓ l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non-collectif ;
- ✓ l'arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non-collectif.

Ils doivent assurer l'épuration et l'évacuation des eaux usées d'origine domestique.

Dans tous les cas, ils comprennent au minimum :

- ✓ un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué ;
- ✓ un dispositif de traitement pouvant utiliser le pouvoir épurateur du sol.

4.2 Rappels des dispositifs d'assainissement non-collectif

4.2.1 Prétraitement

La "Fosse Septique Toutes Eaux" recueille les eaux vannes (W-C) et les eaux ménagères. Son volume est d'au moins 3 m³ pour les logements ayant jusqu'à 5 pièces. Ce volume est augmenté de 1 m³ par pièce supplémentaire.

Deux types de phénomènes se déroulent dans la fosse septique toutes eaux :

- ✓ un **phénomène physique de clarification** par décantation des matières en suspension les plus lourdes (boues) et dégraissage par flottation (les graisses rendues par les eaux forment en se refroidissant une croûte en surface) ;
- ✓ un **phénomène biologique** avec digestion anaérobie des boues (début de dégradation de la charge organique).

La "Fosse Septique Toutes Eaux" assure uniquement un prétraitement nécessaire au bon fonctionnement du système d'épuration. Pour que la fosse soit efficace, les eaux usées doivent y séjourner assez longtemps.

Son volume est prévu pour que les eaux usées d'une famille moyenne y séjournent au moins 3 jours.

Elle doit être contrôlée et vidangée régulièrement ; c'est-à-dire avant que la hauteur de boues dépasse 50 % du volume utile. En effet, les boues et graisses diminuent son volume utile. Si celui-ci est trop réduit, les eaux usées sortant de la fosse risquent d'être trop chargées en graisse et en matières en suspension qui peuvent colmater le dispositif d'épandage.

La fosse septique toutes eaux n'admet que les eaux usées domestiques. Les eaux pluviales doivent être évacuées séparément et ne doivent en aucun cas transiter par le système de traitement. Il s'agit d'une préconisation générale.

La "Fosse Septique Eaux Vannes" ne recevant que les eaux de W-C, est admise exceptionnellement dans le cas de rénovation d'installations anciennes, que si elle est complétée par un bac séparateur à graisses pour les eaux ménagères.

Le pré-filtre a pour rôle de limiter les conséquences d'un relargage accidentel de matières en suspension en quantité importante suite à un dysfonctionnement hydraulique. Il présente également l'intérêt d'éviter le départ de particules isolées de densité proche de l'eau, susceptibles d'obturer les orifices situés en aval. Il doit

pouvoir être nettoyé sans occasionner de départ de boues vers le massif filtrant. Il doit effectivement se bloquer et donc déborder en cas de problème.

4.2.2 Épuration et évacuation

Un épandage souterrain est constitué par des tranchées filtrantes et lits d'épandage, lorsque les conditions de sol (profondeur, perméabilité, absence de nappe) et de relief le permettent. Il assure l'épuration et l'évacuation des effluents par le sol.

Les tranchées filtrantes et lits d'épandage peuvent être remplacés par divers dispositifs pour pallier certaines contraintes du sol (tertre filtrant, sol reconstitué, filtre à sable drainant...). Ces dispositifs assurent alors la fonction traitement. Pour ceux comportant un système de drainage, un dispositif d'évacuation des eaux traitées (rejet vers le réseau hydrographique par exemple) est nécessaire. Les puisards ou puits d'infiltration ne sont que des procédés d'évacuation, sans épuration, et ne peuvent donc être utilisés qu'à la sortie d'un dispositif de type filtre à sable drainé.

En termes de traitement des eaux usées, plusieurs solutions sont disponibles :

- ✓ les dispositifs de traitement utilisant le sol en place :
 - ◆ tranchées d'épandage à faible profondeur dans le sol naturel (épandage souterrain) ;
 - ◆ lit d'épandage à faible profondeur.
- ✓ les dispositifs de traitement utilisant le sol reconstitué :
 - ◆ lit filtrant vertical non drainé ;
 - ◆ filtre à sable vertical drainé ;
 - ◆ lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe ;
 - ◆ lit filtrant drainé à flux horizontal.

Le traitement peut également se faire par des dispositifs agréés par les ministères en charge de la santé et de l'écologie, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques sur la santé et l'environnement. Ces dispositifs sont les suivants :

- ✓ les filtres compacts ;
- ✓ les filtres plantés ;
- ✓ les microstations à cultures libres ;
- ✓ les microstations à cultures fixées ;
- ✓ les microstations SBR.

Ces agréments portent seulement sur le traitement des eaux usées. En sortie de tout dispositif de traitement, les eaux usées traitées doivent être infiltrées si la perméabilité du sol le permet. Le rejet d'eaux usées traitées vers le milieu

hydraulique superficiel n'est possible qu'après une étude particulière démontrant qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable, et après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur.

Une liste des installations agréées est présentée sur le site internet interministériel de l'assainissement non-collectif :

<http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Les figures ci-après présentent la composition de différents dispositifs théoriques d'assainissement non-collectif :

Figure 4-1 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec épandage en tranchée

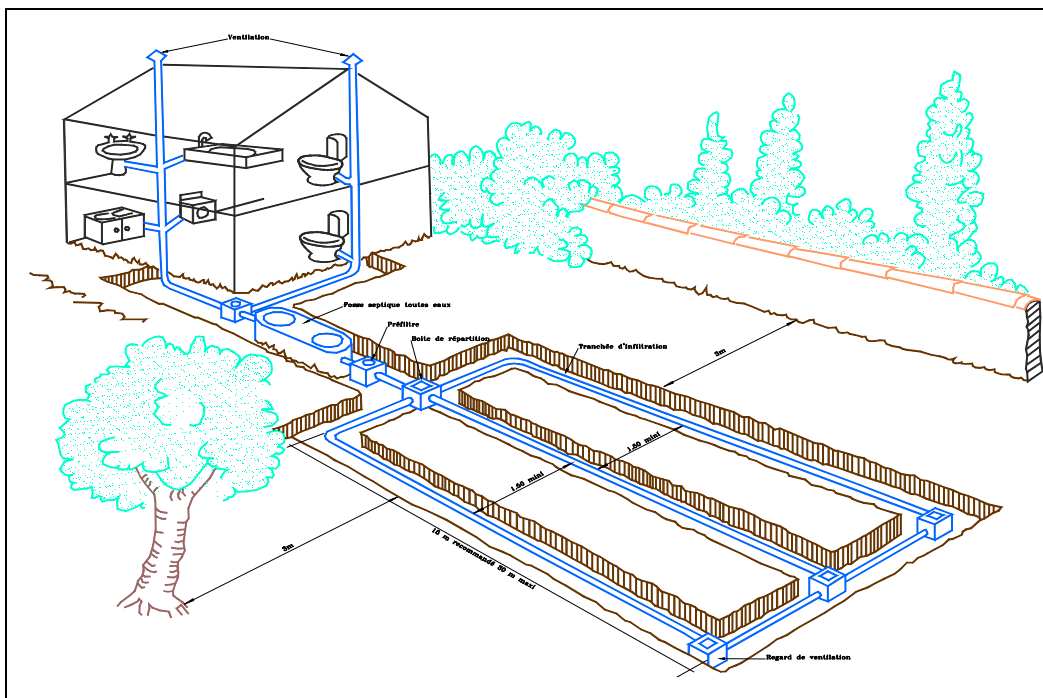


Figure 4-2 : Exemple d'une filière d'assainissement non-collectif avec filtre vertical drainé

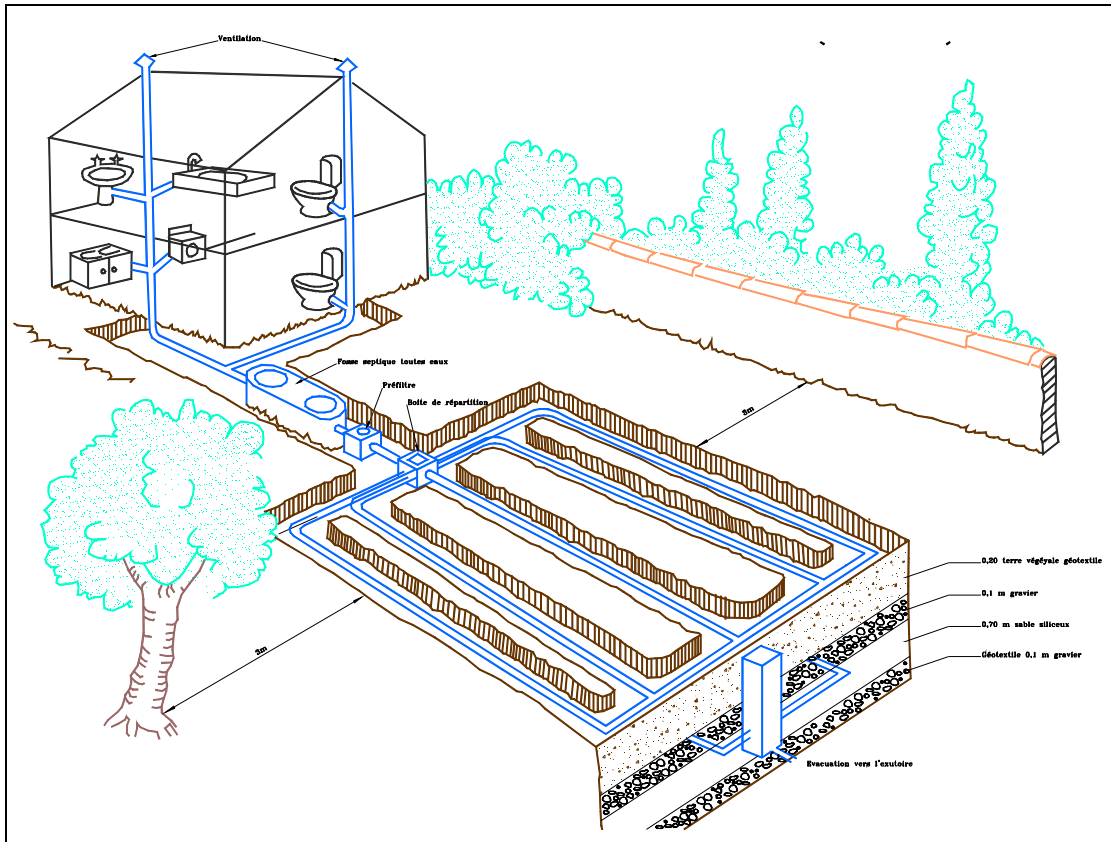
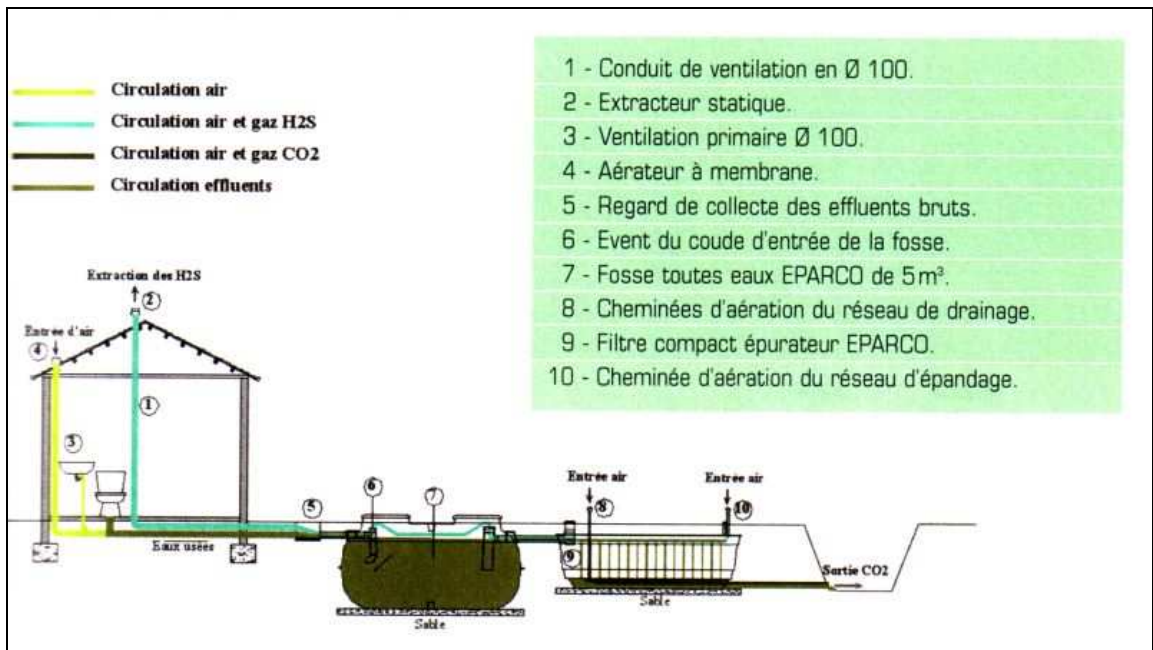


Figure 4-3 : Exemple d'une filière de traitement de type filtre compact (source : EPARCO)



4.2.3 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- ✓ l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...);
- ✓ la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans (pour une habitation occupée à l'année);
- ✓ la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans;
- ✓ l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.

4.2.4 Préconisations générales à respecter lors de la mise en place d'une installation d'assainissement non-collectif

Les dispositifs doivent être conformes aux prescriptions des textes suivants :

- ✓ le Document Technique Unifié DTU 64-1 ;
- ✓ l'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non-collectif.

Le DTU fixe le dimensionnement de l'installation d'assainissement individuel en fonction de la taille de l'habitation. Le dispositif sera situé à une distance minimum de 5 m par rapport à l'habitation, à une distance minimum de 3 m de toute clôture ou de tout arbre et à une distance minimum de 35 m de tout point de captage d'eau.

Pour chaque construction :

- ✓ les travaux (nouvelles installations ou réhabilitation) sont à la charge du particulier ;
- ✓ le propriétaire reste responsable du bon fonctionnement de l'installation et de son entretien ;
- ✓ la collectivité compétente en assainissement a l'obligation de contrôler la conformité de l'installation.

4.3 Service de l'assainissement non-collectif

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la commune de Châtillon-sur-Cluses a délégué sa compétence relative à l'assainissement non-collectif au SIVM du Haut-Giffre. Avant cette date, cette compétence était assurée par le SIVOM de Cluses.

4.3.1 Organisation et mise en œuvre du service d'assainissement non-collectif

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, LEMA, du 30 décembre 2006 avec ses décrets d'application a transmis aux communes ou groupements de communes des attributions nouvelles pour le contrôle des installations d'assainissement non-collectif et explicité les moyens dont disposent les collectivités pour effectuer les missions qui leur incombent.

Les missions qui sont dévolues au service d'assainissement non-collectif du SIVM du Haut-Giffre sont les suivantes :

- ✓ pour les dispositifs d'assainissement neufs :
 - ◆ le contrôle de conception et d'implantation qui consiste en une validation de la filière d'assainissement projetée aux regards des contraintes liées à la configuration de la parcelle et aux caractéristiques de l'habitation (nombre de pièces notamment) ;
 - ◆ le contrôle de bonne exécution qui permet d'apprécier la conformité de la réalisation vis-à-vis du projet validé lors du contrôle de conception et d'implantation, ainsi que la qualité des travaux effectués. Ce contrôle doit être effectué avant remblaiement des ouvrages.
- ✓ pour les dispositifs d'assainissement existants :

La périodicité du contrôle de bon fonctionnement réalisé par le SPANC du SIVM du Haut-Giffre a été fixée à environ 6 ans :

- ◆ il consiste en un état des lieux de l'existant. Il permet ainsi de repérer les défauts de conception et d'usure des ouvrages, de vérifier la réalisation régulière des opérations d'entretien des ouvrages, d'apprécier les nuisances éventuelles engendrées par des dysfonctionnements, et d'évaluer si la filière doit faire l'objet ou non de travaux de réhabilitation ;
- ◆ ce contrôle doit permettre de vérifier que le dispositif n'est pas à l'origine de problèmes de salubrité publique, de pollution ou d'autres nuisances.

Le SPANC contrôle la conformité des installations d'assainissement non-collectif dans le cadre de la vente de biens immobiliers non raccordés au réseau d'assainissement collectif. Ce diagnostic des installations d'assainissement non-collectif lors des ventes des habitations est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2011 (Grenelle 2). Réglementairement, il en découle une nouvelle version du Code de la

Santé publique qui précise les modalités de ce diagnostic dans son article L1331-11-1.

Le SPANC est un service public à caractère industriel et commercial (art. L.2224-8 à 12 du CGCT, Circ. 22/05/97). A ce titre, il est financé par une redevance correspondant au coût du service rendu (égalité des usagers devant le service).

Les coûts du SPANC liés au contrôle de bon fonctionnement des installations de Châtillon-sur-Cluses étaient auparavant financés par une redevance annuelle appliquée sur la facture d'eau des usagers bénéficiant du service. Dorénavant, la prestation de contrôle périodique de bon fonctionnement sera payée en une fois après chaque contrôle.

Le SPANC a pour mission d'assurer un **contrôle technique**, il ne constitue pas une police administrative (les pouvoirs de police du Maire n'ont pas été transférés, ni délégués).

Le règlement intercommunal du Service Public d'Assainissement Non-Collectif est disponible auprès des services du SIVM du Haut-Giffre. Il est joint en **annexe 5** du présent rapport.

La majorité des installations d'ANC de la commune de Châtillon-sur-Cluses ont fait l'objet d'un contrôle. Au total 493 installations ont fait l'objet d'au moins un contrôle, et seules 20 installations n'ont pas encore été contrôlées.

4.3.2 Contrôle des installations

Les prestations du contrôle technique sont les suivantes :

- ✓ pour les installations nouvelles ou réhabilitées :
 - ◆ conception et implantation ;
 - ◆ bonne exécution des ouvrages avec si possible une visite du chantier avant remblaiement.

Ce contrôle peut être réalisé en parallèle (mais distinctement) avec les procédures d'urbanisme (permis de construire, certificat de conformité).

- ✓ pour les installations existantes :
 - ◆ vérification périodique du bon fonctionnement portant sur les points suivants :
 - bon état des ouvrages et ventilation ;
 - accessibilité ;
 - bon écoulement des effluents vers le dispositif d'épuration ;
 - accumulation "normale" des boues dans la fosse ;
 - qualité des rejets (si rejet en milieu superficiel) ;

- odeurs, rejets anormaux ;
- réalisation des vidanges périodiques.

Le contrôle technique devra en priorité se focaliser sur la conformité des installations nouvelles.

Ensuite, pour exercer leur mission de contrôle technique, le SPANC organise des visites systématiques de diagnostic des habitations existantes. Ces visites permettent d'examiner avec les propriétaires la conformité des installations et les modalités éventuelles de mise en conformité, lorsque celle-ci s'avère nécessaire compte-tenu des risques pour la santé publique.

L'accès aux propriétés est précédé d'un avis préalable de visite. Un rapport de visite est établi par le service d'assainissement dont une copie est transmise au propriétaire.

La mission de contrôle technique (et éventuellement d'entretien) donne lieu à la perception d'une redevance perçue auprès de l'utilisateur, ceci en contrepartie d'une prestation rendue.

4.3.3 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non-collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non-collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- ✓ de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations) ;
- ✓ de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer...) ;
- ✓ de la nature des sols ;
- ✓ des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents...) ;
- ✓ du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Les coûts des installations d'assainissement autonome sont évalués de façon globale (mise en place du dispositif de prétraitement et de traitement), sans prendre en compte le coût de la réutilisation de tout ou partie de l'existant. Ils incluent un coût lié aux études préalables de faisabilité.

Tableau 4-1 : Coûts moyens des équipements d'assainissement non-collectif

Filières de traitement		Coût moyen de l'installation HT
Prétraitement	Traitement	
Fosse septique toutes eaux	Epandage en sol naturel	5 800 €
	Filtre à sable non drainé	7 200 €
	Filtre à sable drainé	8 100 €
Filières dérogatoires à prévoir au cas par cas (filières compactes)		9 000 €

Remarque : ces chiffres sont donnés à titre indicatif sur la base de données de coûts moyens d'installations.

4.3.4 Entretien des installations

L'entretien des installations doit être assuré par l'occupant ou le propriétaire. Les principales opérations concernent :

- ✓ l'entretien régulier des ouvrages afin d'assurer le bon état et l'accès (coupe des végétaux...);
- ✓ la vidange de la fosse en moyenne tous les 4 ans ;
- ✓ la vidange des bacs dégraisseurs éventuels tous les ans ;
- ✓ l'entretien éventuel pour le bon écoulement des effluents.

L'entrepreneur réalisant la vidange remet lors de l'opération un document mentionnant la description de l'opération et la destination des matières de vidange.

4.4 Diagnostic des équipements d'assainissement non-collectif existants

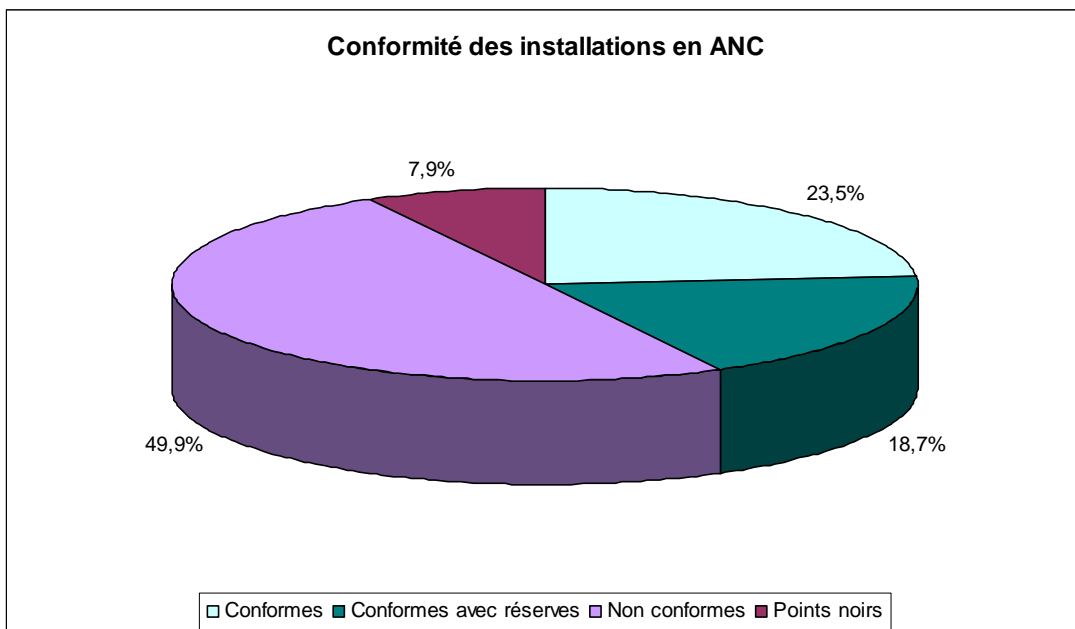
Le nombre d'installations d'assainissement non-collectif est de 513 sur la commune de Châtillon-sur-Cluses d'après les données transmises par le SPANC du SIVM du Haut-Giffre. Entre 2004 et 2013, 529 visites de contrôle ont été réalisées, soit pour des visites de conception, de réalisation, de diagnostic, de fonctionnement, d'urgence ou encore de vente. Une même installation a donc pu faire l'objet de plusieurs contrôles.

Au total, 493 installations en ANC ont été contrôlées et seules 20 installations ne l'ont pas encore été. Les résultats de ces contrôles concernant la qualité des systèmes d'assainissement sont présentés dans le tableau et le graphique suivants :

Tableau 4-2 : Conformité des installations d'ANC contrôlées de Châtillon-sur-Cluses

	Nombre d'installations en ANC contrôlées		Pourcentage	
Conformes	116	208	23,5%	42,2%
Conformes avec réserves	92		18,7%	
Non conformes	246	285	49,9%	57,8%
Points noirs	39		7,9%	
TOTAL	493		100,0%	

Figure 4-4 : Répartition de la conformité des installations en ANC de Châtillon-sur-Cluses



Il ressort de ce tableau les éléments suivants :

- ✓ **23,5 % des installations contrôlées sont conformes à la réglementation en vigueur** : installations constituées d'un prétraitement suivi d'un système de traitement ;
- ✓ **18,7 % des installations contrôlées sont conformes avec réserves** : les installations sont globalement conformes mais des améliorations pourraient être apportées pour améliorer ou garantir l'efficacité de l'installation ;
- ✓ **49,9% des installations contrôlées sont non conformes** : habitations dont le système d'assainissement, lorsqu'il existe, est partiel et dont le fonctionnement est aléatoire. Les installations sont incomplètes, puits perdu ou pseudo champ d'épandage, avec rejets sur la propriété. Leur réhabilitation a été demandée par le SPANC et le maire sera informé de leur évolution ;

- ✓ **7,9% des installations contrôlées sont qualifiées de « points noirs »** : Ces installations ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur. Elles engendrent des risques sanitaires et environnementaux. Leur réhabilitation a été demandée par le SPANC et le maire sera informé de leur évolution. Ces installations ont une obligation de réhabilitation.

On constate donc qu'un peu plus de la moitié des installations d'assainissement non-collectif de Châtillon-sur-Cluses ne sont pas conformes à la réglementation en vigueur.

5

Présentation de la carte de zonage d'assainissement

5.1 Généralités

Le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu.

Ce classement n'a pas pour conséquence :

- ✓ de rendre le terrain constructible ;
- ✓ d'éviter au pétitionnaire de réaliser un assainissement non-collectif conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte de la parcelle par le réseau d'assainissement.

Il constitue une pièce importante opposable aux tiers. En effet, toute attribution nouvelle de certificat d'urbanisme sur la commune tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

5.2 Étude de sols

5.2.1 Objectif et méthodologie appliquée pour l'étude de sol

Le choix des filières de traitement pour les dispositifs d'assainissement non-collectif dépend à la fois de la nature et de la profondeur du sol en place.

La cartographie de l'aptitude des sols permet de synthétiser l'ensemble des paramètres jouant un rôle sur le fonctionnement de l'assainissement non-collectif :

- ✓ le sol : valeur de perméabilité ;
- ✓ l'eau : hydromorphie ou présence d'une nappe à faible profondeur ;
- ✓ la roche : épaisseur du sol meuble ;

- ✓ la pente : pente moyenne du sol.

En l'absence de réseau d'assainissement collectif, l'ensemble de la commune de Châtillon-sur-Cluses a fait l'objet d'une étude de sol.

Dans un premier temps, cette étude a été effectuée dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement réalisée en 1999 par SAUNIER Environnement. Cette étude de sol a été complétée en 2015 par le bureau d'étude SAFEGE.

Les secteurs ayant fait l'objet d'investigations par SAUNIER, en 1999, sont les suivants :

- ✓ Bassin versant du Giffre : Bois Dessus, Champey, Bouchet et Plan des Jourdils ;
- ✓ Bassin versant de l'Arve : Chef-lieu, Prêles, l'Arroz, Soucy, La Mouille des Perriers, Balmotte, Drevaz, Bourmey, Larmaz, Lachat, Blanc, Le Pissoir, Charmey, La Côte et Rosat.

Les secteurs ayant fait l'objet d'investigations par SAFEGE, en 2015, sont les suivants :

- ✓ Bassin versant du Giffre : Bois Dessous, Bois du Milieu, Vers la Grange, Brédillon, Lavochet, Les Guers et La Grange des Perriers ;
- ✓ Bassin versant de l'Arve : Chef-lieu, Balmotte, Chez Drevaz, Le Gaz, Lachat, Blanc, Le Clos d'Aulph, Chez Jourdan, Grémoux, Le Pissoir, La Côte, Bourmey, Martellet, Les Fontaines, Soucy, La Grange et L'Arroz.

Les résultats de cette étude sont reportés sur la carte d'aptitude des sols établie en 2015, et qui est jointe au présent rapport en **annexe 6**.

Il est à noter que la cartographie qui en résulte est basée sur l'interprétation des données au droit des points d'observation et reflète l'aptitude des sols de manière globale et non à l'échelle parcellaire.

Une étude de sol répondra de façon plus précise aux caractéristiques de la parcelle et permettra la mise en œuvre d'un dispositif adapté chez chaque particulier.

5.2.2 Perméabilité et typologie des sols rencontrés

Sur la commune de Châtillon-sur-Cluses, à l'issue des deux campagnes de terrain de 1999 et 2015, au total 119 sondages ont été réalisés à la tarière manuelle et 22 essais de perméabilité ont permis de quantifier la capacité du sol à l'infiltration.

Deux types de sols ont été rencontrés : les sols développés sur matériaux glaciaires, et ceux développés sur éboulis :

- ✓ Sur les formations morainiques déposées par les glaciers, les sols ont une forte dominante argileuse. A faible profondeur (40 à 60 cm), on distingue une

fraction plus ou moins élevée de fragments anguleux calcaires. Ces sols sont bien souvent imperméables et mal drainés. Les sols développés sur le substratum imperméable sont peu épais (0 à 1 m), tels qu'ils l'ont été observés au Chef-lieu ou à Prêles.

- ✓ Les sols rencontrés dans les secteurs d'éboulis sont de texture limoneuse et riche en blocs et fragments anguleux. Ce type de sol a été rencontré aux Fontaines, à Soucy et à la Grange sur le bassin versant de l'Arve.

Pour permettre un épandage sur sol en place, les sols doivent présenter les caractéristiques d'un milieu poreux homogène de perméabilité comprise entre 4.10^{-6} m/s (15 mm/h) et 10^{-4} m/s (350 mm/h) sur une épaisseur suffisante.

Dans la plupart des sols développés sur matériaux glaciaires, les vitesses d'infiltrations sont nulles. Les essais de perméabilité donnent des valeurs comprises entre 0 et 9 mm/h. Ces valeurs sont insuffisantes pour permettre l'infiltration et l'évacuation des eaux usées septiques en sous-sol.

Quelques secteurs de la commune de Châtillon-sur-Cluses présentent des valeurs de perméabilité plus élevées. Il s'agit des secteurs suivants :

- ✓ Mouille des Perriers : 44 mm/h ;
- ✓ Blanc : 33 mm/h ;
- ✓ Les Fontaines : 44 mm/h ;
- ✓ Soucy : 18 mm/h ;
- ✓ L'Arroz : 38 mm/h ;
- ✓ Plan des Jourdils : 54 mm/h.

Ces variations peuvent s'expliquer par l'importance des fragments anguleux du matériau ou la présence d'un niveau plus graveleux en fond de sondage.

Ces valeurs sont satisfaisantes pour l'évacuation des eaux usées septiques en sous-sol, après infiltration dans un dispositif à sol reconstitué.

5.2.3 Filières d'assainissement non-collectif adaptées

- ✓ Les secteurs cartographiés en vert correspondent aux zones où les sols permettent l'épuration des effluents : ils sont assez perméables, leur épaisseur est suffisante. Un système d'épandage naturel par drain peut alors y être utilisé.
- ✓ Les secteurs cartographiés en jaune correspondent aux zones où les sols ne permettent pas l'épuration des effluents, soit par manque d'épaisseur, soit par matrice trop argileuse donc imperméable, soit les deux. Par contre, ils permettent l'évacuation des effluents traités dans les sols. Des épandages en sol reconstitué sont préconisés.

- ✓ Les secteurs cartographiés en orange correspondent aux zones où les sols, généralement développés sur les marno-calcaires et argiles de colluvions, présentent une texture riche en argile ne permettant ni l'épuration, ni l'évacuation des effluents dans le sol en place. Une filière par épandage en sol reconstitué drainé est nécessaire.
- ✓ Les secteurs cartographiés en rouge correspondent à des zones où l'épandage est interdit (zones inondables, zones humides), ou très difficile en raison de fortes pentes. Des filières étanches sont possibles mais leur mise en œuvre est très délicate et exceptionnelle.

Tableau 5-1 : Couleurs normalisées pour la cartographie de l'aptitude des sols

Couleurs	Choix du dispositif	Faisabilité
Vert	Les critères remplissent les conditions : épandage en sol naturel - épandage souterrain simple gravitaire par tranchées - lit d'épandage <i>avec rejet en sous-sol</i>	aisée
Jaune	Certains critères sont défavorables : épandage en sol reconstitué non drainé filtre à sable vertical non drainé disposé en tertre selon la pente <i>avec rejet en sous-sol ou sub-surface</i>	plus élaborée
Orange	Critères défavorables majoritaires (perméabilité, sols minces...) : épandage en sol reconstitué drainé - filtre à sable vertical drainé <i>avec rejet au milieu hydraulique superficiel, puits perdus</i>	élaborée
Rouge	Tous les critères sont défavorables : épandage très difficile rocher affleurant, pentes supérieures à 40%... épandage interdit zones inondables, périmètre de protection de captage...	possibilité de filières dans certains cas

5.3 Critères de choix pour le zonage de l'assainissement

Les principaux avantages et inconvénients de chaque mode d'assainissement, autonome ou collectif sont présentés dans le tableau qui suit. L'ensemble de ces éléments sont pris en compte pour la réalisation du zonage de l'assainissement.

Tableau 5-2 : Comparaison des deux modes envisageables dans le zonage de l'assainissement

	Assainissement autonome (Maîtrise d'ouvrage privée)	Assainissement collectif (Maîtrise d'ouvrage publique)
Avantages	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'investissement pour la collectivité • Utilisation du sol pour le traitement et l'infiltration • Dispersion de la pollution traitée 	<ul style="list-style-type: none"> • La maîtrise d'ouvrage publique (communale ou intercommunale) des travaux garantit leur réalisation et un bon suivi de gestion • Une extension de l'urbanisation est plus aisément envisageable
Inconvénients	<ul style="list-style-type: none"> • La maîtrise d'ouvrage privée des travaux ne garantit pas rapidement leur réalisation et un bon suivi de gestion • Urbanisation bloquée ou très limitée dans les zones où l'aptitude des sols est médiocre et nécessite la mise en place de filières d'assainissement autonome drainées 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissements financiers importants pour la collectivité • Création localement d'unités de traitement supplémentaires : terrain à acquérir et dispositifs à entretenir

L'assainissement autonome doit être privilégié dans les hameaux si le contexte local le permet. L'assainissement collectif est étudié dans l'étude de zonage d'assainissement comme solution alternative, compte tenu des contraintes locales ou d'un contexte particulier.

Ces facteurs, souvent concomitants, pouvant justifier l'étude d'un scénario d'assainissement collectif sont :

- ✓ l'aptitude médiocre des sols ;
- ✓ la densité de l'habitat ;
- ✓ les nuisances constatées liées au mauvais fonctionnement des filières existantes ;
- ✓ la pollution produite ;
- ✓ les perspectives d'urbanisation ;
- ✓ la proximité des réseaux existants ;
- ✓ les contraintes naturelles (pentes, zones protégées) ;
- ✓ la protection des captages d'eau potable.

5.4 Zone d'assainissement collectif proposée

La commune de Châtillon-sur-Cluses a décidé de mettre en assainissement collectif les zones qui seront raccordées au collecteur d'eaux usées en projet dans le secteur du Chef-lieu, entre le secteur du Cloiset et le réseau existant chemin de Verdon, sur la commune de Cluses.

Une étude préliminaire réalisée en 2011 avait permis de développer les différents scénarios possibles. Le Chef-lieu de la commune de Châtillon-sur-Cluses étant situé

au niveau d'un col, les eaux usées pouvaient soit être acheminées du côté de la vallée du Giffre vers Taninges, soit du côté de la vallée de l'Arve vers Cluses. L'usine de traitement des eaux usées du versant de Taninges n'étant pas réalisée, la collectivité a opté pour l'acheminement des effluents vers les réseaux existants de Cluses qui acheminent les eaux usées à la station d'épuration de Marignier.

5.5 Zone d'assainissement non-collectif proposée

Il s'agit d'habitations dont le raccordement ne semble pas justifié sur les bases économiques, techniques ou environnementales développées dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement (perspectives de développement limitées, habitations isolées et éloignées des réseaux existants ou en projet...).

La commune de Châtillon-sur-Cluses a donc décidé de maintenir l'assainissement non-collectif, pour un meilleur compromis coût/efficacité, sur tous les secteurs éloignés et pour les habitations dont le coût de raccordement est excessif, justifiant ainsi leur maintien en assainissement non-collectif (art. R2224-7 du CGCT rappelé au paragraphe 1-1 du présent rapport).

Il s'agit de tous les secteurs qui ne seront pas raccordés sur le réseau d'eaux usées en projet sur le centre bourg, entre le secteur du Cloiset et le réseau existant chemin de Verdon, sur la commune de Cluses.

Toute habitation non desservie par le réseau collectif en situation actuelle ou située dans les secteurs non prévus en assainissement collectif doit se doter d'un système de traitement de ses eaux usées de type individuel.

5.6 Présentation de la carte de zonage d'assainissement

Les objectifs des études préliminaires de scénarios d'assainissement sont de déterminer les solutions techniques les mieux adaptées à la collecte et au traitement des eaux usées d'origine domestique. Ces solutions vont de l'assainissement individuel à l'assainissement collectif.

La réflexion menée par la commune de Châtillon-sur-Cluses, ses partenaires financiers et ses soutiens techniques ont porté sur :

- ✓ la faisabilité de l'assainissement non-collectif ou collectif ;
- ✓ le respect de l'environnement ;
- ✓ la maîtrise des coûts.

5.6.1 L'assainissement collectif

Le zonage d'assainissement collectif de la commune de Châtillon-sur-Cluses correspond à la zone urbanisable d'aménagement commercial du secteur des Cloiset, ainsi qu'aux zones qui seront raccordées au collecteur d'eaux usées en projet entre le secteur des Cloiset et le chemin de Verdon sur la commune de Cluses, au Sud de Châtillon-sur-Cluses.

5.6.2 L'assainissement non-collectif

L'assainissement non-collectif est envisagé dans tous les secteurs qui ne seront pas desservis par le réseau d'assainissement collectif en projet, en raison de leur éloignement de ce futur réseau, et pour lesquels les perspectives de développement sont limitées ou inexistantes.

Le plan du zonage d'assainissement de la commune de Châtillon-sur-Cluses, établi sur fond de plan cadastral, est joint au présent rapport en annexe 7.

6

Répercussions financières

6.1 Principe de "l'eau paie l'eau"

Les services de l'eau doivent aujourd'hui appliquer le principe comptable (M49) selon lequel "l'eau paie l'eau", tant pour l'eau potable que pour l'assainissement. Dans ce budget autonome, les recettes doivent équilibrer les dépenses.

Le prix de l'eau inclut :

- ✓ les coûts d'exploitation ;

Le prix du service de l'eau (ramené sur la facture d'eau de l'utilisateur au mètre cube consommé) correspond à l'ensemble des opérations qui concernent à la fois la production d'un produit de qualité, sa distribution, sa collecte après usage et enfin sa dépollution pour la protection de l'environnement.

- ✓ les coûts d'investissement ;

Le prix de l'eau inclut une part de financement des nouvelles installations de collecte, de transfert ou de traitement.

6.2 Service de l'assainissement collectif

Les redevances d'assainissement communautaires figurent sur la facture d'eau de chaque usager raccordé aux stations d'épuration. Elles se composent :

- ✓ d'une part proportionnelles aux m³ d'eau consommés (redevance) ;
- ✓ d'une part fixe.

Actuellement, aucune habitation de Châtillon-sur-Cluses n'est raccordée à un réseau d'assainissement collectif.

6.3 Service de l'assainissement non-collectif

Le Service Public d'Assainissement Non-Collectif, ou SPANC, est un Service Public Industriel et Commercial ou SPIC qui doit donc équilibrer les recettes et les dépenses.

Les charges du service sont essentiellement constituées de frais de personnel.

Les recettes du service comprennent les redevances d'assainissement non-collectif payées par l'utilisateur en fonction du contrôle effectué. 5 types de redevances existent :

- ✓ redevance « contrôle technique de conception et d'implantation d'un système d'assainissement non-collectif neuf ou réhabilité » ;
- ✓ redevance « contrôle technique de bonne exécution d'un système d'assainissement non-collectif neuf ou réhabilité » ;
- ✓ redevance « contrôle technique initial de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non-collectif existant » ;
- ✓ redevance « contrôle technique périodique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non-collectif existant » ;
- ✓ redevance « contrôle technique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non-collectif existant effectué dans le cadre d'une vente d'immeuble ».

Par délibération du Comité syndical du SIVM du Haut-Giffre en date du 18 décembre 2012, le montant des redevances d'assainissement non-collectif a été fixé forfaitairement de la façon suivante :

- ✓ coût du contrôle de conception-implantation : 120 € ;
- ✓ coût du contrôle de bonne exécution des travaux : 80 € ;
- ✓ coût du contrôle de diagnostic initial de bon fonctionnement : 180 € ;
- ✓ coût du contrôle périodique de bon fonctionnement : 120 € ;
- ✓ coût du contrôle de bon fonctionnement dans la cadre d'une vente : 180 €.

La facturation se fait après chaque contrôle.

La délibération fixant les tarifs du SPANC du SIVM du Haut-Giffre figure en **annexe 8** du présent rapport.

7**Zonage des eaux pluviales****7.1 Diagnostic de la situation actuelle**

En situation actuelle, l'évacuation des eaux pluviales sur la commune de Châtillon-sur-Cluses se fait exclusivement par le biais de fossés existants et de quelques canalisations traversant le centre bourg, qui trouvent leurs exutoires dans les différents ruisseaux qui traversent la commune.

De façon globale, la gestion des eaux pluviales ne pose pas de difficultés majeures sur la commune. Seules quelques zones de débordement ont été recensées lors de fortes précipitations :

- ✓ dans le secteur des Bossonnets, sur la route des Prêles ;
- ✓ au centre bourg, sur la route de Cluses et sur la route des Bossonnets.

7.2 Situation future

Le PLU en cours d'élaboration prévoit l'urbanisation de quelques secteurs du centre bourg, ainsi que l'aménagement d'une zone commerciale dans le secteur du Cloiset comportant notamment un supermarché avec une station-service et une station de lavage.

En l'absence de problématique importante sur la commune, des mesures de limitations de l'imperméabilisation des sols et donc des débits d'eaux pluviales générés, sont retenues uniquement sur les zones d'urbanisation envisagées.

En effet, pour compenser les effets de l'urbanisation, une politique de maîtrise des ruissellements doit être mise en œuvre par la commune pour les nouvelles constructions et infrastructures publiques ou privées. C'est le principal objectif du zonage pluvial.

7.3 Principes généraux

Le zonage pluvial se doit d'abord de respecter au plus près le fonctionnement naturel par :

✓ **P'incitation à la non perméabilisation des sols :**

Bien qu'a priori s'opposant à l'urbanisation, la non perméabilisation des sols est un enjeu pouvant trouver nombre de traductions en milieu urbain. Il s'agit alors de réduire les surfaces de voirie aux stricts besoins et de conserver au maximum la végétation sur les espaces non roulés. Il s'agit également d'employer pour le revêtement, des matériaux poreux. La gamme est aujourd'hui étendue : enrobé drainant, pavé ou dalle non jointe, ou encore structure alvéolaire végétalisée renforçant les sols.

✓ **la circulation gravitaire des eaux pluviales :**

Outre les qualités paysagères de ce mode de circulation de l'eau, il présente l'intérêt de simplifier la gestion du réseau en évitant l'utilisation de techniques plus complexes, telles celles liées au relevage ou au décolmatage. Ce système garantit ainsi une fiabilité supérieure à long terme.

✓ **la valorisation de l'eau pluviale :**

Dans le cadre de l'intérêt général, tirer profit de l'eau pluviale revêt différentes formes. Chacune d'elles peut trouver son expression dans un projet d'aménagement.

La première vise à la valorisation du paysage par une végétalisation accrue (non perméabilisation des sols), par une circulation gravitaire à ciel ouvert, ou encore par l'aménagement de bassins de rétention paysagers.

La seconde consiste à l'utilisation de la ressource qu'est l'eau. En l'occurrence, le stockage des eaux de ruissellement dans le cadre d'espaces publics végétalisés prédestine, sans contrainte majeure, à sa réutilisation pour l'arrosage des espaces verts.

Par ailleurs, il s'agit de compenser les nouvelles imperméabilisations des sols, par la création d'ouvrages de rétention des eaux pluviales à l'échelle des parcelles ou des projets.

La conception de ces dispositifs (bassins à ciel ouverts ou enterrés, vidange gravitaire ou par pompage) est du ressort du maître d'ouvrage. La ville, lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, peut prescrire :

- ✓ un niveau de protection (en termes de période de retour de protection) en fonction de la capacité et des risques en aval ;
- ✓ le ou les modes d'évacuation des eaux ;
- ✓ un débit de fuite également spécifique à la capacité du réseau récepteur ;

- ✓ des dispositions permettant la visite et le contrôle du fonctionnement des ouvrages.

Elle peut également communiquer un certain nombre d'indications telles que le volume de stockage par rapport à la surface imperméabilisée.

7.4 Techniques alternatives de gestion des eaux pluviales

La technique du stockage provisoire des eaux pluviales est en forte expansion. En effet, l'urbanisation croissante conduit souvent à une insuffisance de la capacité hydraulique des canalisations ou fossés existants en cas de précipitations importantes.

Les techniques alternatives sont désormais éprouvées et efficaces. Elles regroupent toutes les techniques de gestion des eaux pluviales ne faisant pas appel aux collecteurs utilisés en assainissement «classique». Elles sont fondées, en général, sur le principe de l'infiltration et du stockage.

Le stockage provisoire des eaux pluviales au moyen d'une technique dite alternative permet de restituer dans le réseau ou dans le sol, à faible débit, les volumes ainsi stockés lors des fortes précipitations.

Les techniques sont nombreuses :

- ✓ les puits d'infiltration ;
- ✓ les chaussées à structure réservoir ;
- ✓ les tranchées drainantes ;
- ✓ les noues ou fossés secs ou avec roselières ;
- ✓ les bassins secs et en eau ;
- ✓ les toitures-terrasses.

7.4.1 Les puits d'infiltration

Ces dispositifs assurent le transit des eaux de ruissellement vers les couches perméables du sol. Ils sont utilisés essentiellement pour recevoir les eaux de toitures. Le puits est précédé d'un regard de décantation pour piéger les éléments indésirables. L'infiltration se fait par le fond du puits ou, éventuellement, par les côtés en perforant les parois.

- ✓ **Avantages :**
 - ◆ le puits a une conception simple et son utilisation est large (de la parcelle aux espaces collectifs) ;
 - ◆ il s'intègre bien au tissu urbain du fait de sa faible emprise au sol ;

- ◆ l'entretien se limite au nettoyage annuel du regard de décantation et au remplacement périodique du gravier ou du sable.
- ✓ **Inconvénients :**
 - ◆ le principal inconvénient est le risque de pollution de la nappe et le colmatage. Il peut être minimisé en respectant les conditions de mise en œuvre et d'entretien recommandées par les spécialistes.

7.4.2 Les chaussées à structure réservoir

Utilisée pour les voiries et les parkings, la structure réservoir permet de stocker les eaux pluviales dans le corps de la chaussée, constitué de pierres calcaires. La chaussée peut être recouverte d'un enrobé poreux qui laisse passer l'eau directement dans la structure réservoir, tout en retenant les impuretés. On peut aussi choisir un enrobé traditionnel imperméable avec un système d'avaloirs et de drains qui collectent et diffusent les eaux de pluie dans la structure. L'eau circule entre les vides laissés par les cailloux et peut être, soit infiltrée dans le sol, soit évacuée vers un exutoire ou un réseau d'eaux pluviales.

- ✓ **Avantages :**
 - ◆ la chaussée s'insère en milieu urbain sans occuper d'espace supplémentaire ;
 - ◆ les revêtements drainants piègent les polluants par décantation. Ils diminuent également les bruits de roulement et améliorent l'adhérence des véhicules.
- ✓ **Inconvénients :**
 - ◆ les revêtements drainants peuvent se colmater et poser des problèmes de viabilité hivernale. Pour éviter cela, l'entretien doit être régulier afin de maintenir une bonne perméabilité. Dans le cas d'un enrobé imperméable, le curage des bouches d'injection doit être effectué régulièrement pour éviter le colmatage.

7.4.3 Les tranchées drainantes

Si la couche superficielle du sol est suffisamment perméable, les eaux de ruissellement (terrasses, rues piétonnes, allées de garage) peuvent être recueillies par des tranchées drainantes. Ces ouvrages superficiels (1 m de profondeur) et linéaires peuvent être revêtus d'un enrobé drainant, d'une dalle de béton, de galets ou de pelouse pour être intégrés dans les espaces verts, ou aménagés en voie d'accès pour les piétons ou les voitures.

- ✓ **Avantages :**
 - ◆ la tranchée s'insère bien au paysage urbain et occupe peu d'espace au sol ;
 - ◆ sa mise en œuvre est facile et bien maîtrisée.

✓ Inconvénients :

- ◆ pour éviter les risques de pollution des nappes, les eaux infiltrées doivent être de bonne qualité.

7.4.4 Les noues

Une noue est un fossé large et peu profond avec des rives en pente douce. Elle sert à stocker un épisode de pluie (décennal par exemple) ou à écouler un épisode plus rare (centennal). L'eau est collectée soit par l'intermédiaire de canalisations (récupération des eaux de toiture et de chaussée), soit directement, après ruissellement sur les surfaces adjacentes. L'eau est ensuite évacuée vers un exutoire (réseau, puits ou bassin de rétention) ou par infiltration dans le sol.

✓ Avantages :

- ◆ la noue assure plusieurs fonctions : rétention, régulation, écrêtement des débits et drainage des sols ;
- ◆ elle permet de créer un paysage végétal et un habitat aéré ;
- ◆ elle peut être réalisée par phase, selon les besoins de stockage (en fonction du développement d'un lotissement, par exemple).

✓ Inconvénients :

- ◆ la nécessité d'entretenir régulièrement les noues ;
- ◆ les nuisances possibles dues à la stagnation de l'eau.

7.4.5 Les bassins secs et en eau

L'eau est collectée par un ouvrage d'arrivée, puis stockée dans un bassin avant d'être évacuée vers un exutoire de surface (ou bassin de retenue) ou infiltrée dans le sol (bassin d'infiltration). Parmi les bassins de retenue, on distingue les bassins en eau (qui conservent une lame d'eau en permanence) et les bassins secs. Les bassins sont situés soit en domaine public, soit dans un lotissement, ou encore chez un particulier.

✓ Avantages :

- ◆ les bassins font partie de l'aménagement paysager. Les bassins secs peuvent servir d'espaces verts inondables ou être utilisés comme terrain de football, vélodrome (à Vitrolles) ou piste de skate (Nancy). Les bassins en eau constituent, quant à eux, un lieu de promenade ou d'activités aquatiques.

✓ Inconvénients :

- ◆ le risque lié à la sécurité pour les riverains et les éventuelles nuisances dues à la stagnation de l'eau ;
- ◆ l'emprise au sol ;

- ◆ la pollution de la nappe pour les bassins d'infiltration.

7.4.6 Les toitures-terrasses

Cette technique est utilisée pour ralentir le plus en amont possible le ruissellement, grâce à un stockage temporaire de quelques centimètres d'eau de pluie sur les toits. Un petit parapet en pourtour de toiture permet de retenir l'eau et de la relâcher à faible débit.

✓ **Avantages :**

- ◆ procédé de stockage immédiat et temporaire à la parcelle ;
- ◆ pas de consommation d'espace au sol ;
- ◆ s'intègre à tous les types d'habitats.

✓ **Inconvénients :**

- ◆ ce procédé nécessite une réalisation très soignée par des entreprises qualifiées afin de garantir une étanchéité optimale ;
- ◆ ce dispositif exige un entretien régulier.

7.5 Présentation de la carte de zonage des eaux pluviales

Le zonage des eaux pluviales de la commune de Châtillon-sur-Cluses comprend deux types de zones, conformément à l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- ✓ « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement » ;
- ✓ « les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Les zones où l'imperméabilisation doit être limitée et, le débit et l'écoulement des eaux pluviales maîtrisés, correspondent aux zones urbanisables suivantes :

- ◆ la zone AUxc (zone future de développement artisanal et commercial du centre bourg) du secteur du Cloiset correspondant à la zone d'aménagement commercial projetée ;
- ◆ les zones AUb (zone d'urbanisation future – habitat intermédiaire) situées :
 - en face de la zone du Cloiset ;

- au Sud-Ouest du secteur du Cloiset.
- ◆ les zones AU (zone d'urbanisation future) situées :
 - en face de l'église ;
 - entre les routes de Cluses et de Saint-Sigismond.
- ◆ la zone AUa (zone d'urbanisation future du centre bourg) dans le secteur de Planchamp.

La zone où la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales et de ruissellement sont nécessaires pour éviter tout risque de pollution du milieu naturel récepteur correspond à la zone AUxc du secteur du Cloiset, où un projet de supermarché avec station-essence et station de lavage est envisagé.

Il est d'ailleurs prévu sur cette zone d'aménagement commercial que les eaux pluviales soient stockées et traitées sur site via un séparateur d'hydrocarbures débourbeur, avant d'être renvoyées en aval des deux roselières avec un débit régulé correspondant au débit du ruissellement actuel du site non aménagé.

Le plan du zonage des eaux pluviales de la commune de Châtillon-sur-Cluses, établi sur fond de plan cadastral, est joint au présent rapport en annexe 9.

ANNEXE 1

FICHE DREAL DE LA ZONE NATURELLE

INSEE	COMMUNE	POPULATION	SUPERFICIE
74064	CHATILLON-SUR-CLUSES	1122 hab	918 hectares

AMENAGEMENT URBANISME - Planification

DIRECTIVE TERRITORIALE D'AMENAGEMENT

DTA Alpes du Nord (non opposable)

LOI MONTAGNE

74064	CHATILLON-SUR-CLUSES	ALPES DU NORD
-------	----------------------	---------------

PLAN LOCAL D'URBANISME

74064	Plan local d'urbanisme en élaboration	Dernière approbation :
-------	---------------------------------------	------------------------

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

- aucun SCoT sur ce territoire -

ZONES DE DEVELOPPEMENT EOLIEN

- aucun ZONES DE DEVELOPPEMENT EOLIEN sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Inventaire, nature, biodiversité

INVENTAIRE REGIONAL DES TOURBIERES

- aucune tourbière sur ce territoire -

ZNIEFF (rénovées) - Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique de la région Rhône-Alpes

- ZNIEFF de type 1

74000026	Mont d'Orchez - Pic de l'Aigle	279.52 ha
74000048	Versant rocheux en rive droite de l'Arve, de Balme à la Tête Louis Philippe	710.89 ha
74150008	Torrent du Giffre de Taninges à Samoëns	431.64 ha

- ZNIEFF de type 2

7415	Ensemble fonctionnel de la rivière arve et de ses annexes	5599.81 ha
------	---	------------

INVENTAIRE DES ZONES HUMIDES

74ASTERS1819	Bois dessus Est / Bois du Milieu Sud-Ouest (CHATILLON-SUR-CLUSES[0.05%])	0.53 ha
74ASTERS1820	Chez Trucaz Ouest / Le Grand Clos Sud-Est (CHATILLON-SUR-CLUSES[0.03%])	0.28 ha
74ASTERS1821	La Mouille des Perriers NE / Le Grand Pré Sud-Ouest (CHATILLON-SUR-CLUSES[0.16%])	1.70 ha
74ASTERS2591	Bois du Milieu Nord-Ouest (CHATILLON-SUR-CLUSES[0.00%])	0.06 ha
74ASTERS2592	La Mouille Sud-Est	0.21 ha

(CHATILLON-SUR-CLUSES[0.02%])

74ASTERS2594 Châtillon Nord-Est

0.30 ha

(CHATILLON-SUR-CLUSES[0.03%])

INVENTAIRE DES ZICO (Zones importantes pour la conservation des oiseaux)

- aucune ZICO sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Inventaire, paysages

INVENTAIRE DES PARCS ET JARDINS

- aucune zone parc et jardin sur ce territoire -

INVENTAIRE DES UNITES PAYSAGERES

124-HS	Vallée de l'Arve	23086 ha
127-HS	Agglomération de Cluses	1555 ha
128-HS	Haut-Giffre	24416 ha
129-HS	Bassin d'Arâches	4285 ha

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Zonages nature

INVENTAIRE DES ARRETES DE BIOTOPE

- aucun arrêté de biotope sur ce territoire -

NATURA 2000

- **SITES D'IMPORTANCE COMMUNAUTAIRE (Directive Habitats)**

- aucune site d'importance communautaire sur ce territoire -

- **ZONES DE PROTECTION SPECIALE (Directive Oiseaux)**

- aucune zone de protection spéciale sur ce territoire -

PARCS NATIONAUX

Référence de la servitude : articles L 331.1 et suivants du code de l'environnement

- aucun parc national sur ce territoire -

PARCS NATURELS REGIONAUX

- aucun parc naturel régional sur ce territoire -

RESERVES NATURELLES REGIONALES

- aucune réserve naturelle régionale sur ce territoire -

RESERVES NATURELLES

- aucune réserve naturelle sur ce territoire -

ZONES DE PROTECTION AU TITRE DE LA LOI DE 1976

- aucune zone de protection sur ce territoire -

ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE DECOULANT DE LA CONVENTION DE RAMSAR

- aucune zone RAMSAR sur ce territoire -

NATURE, PAYSAGE, BIODIVERSITE - Zonages paysages

OPERATION GRAND SITE

- aucune OGS sur ce territoire -

SECTEURS SAUVEGARDES

- aucune secteur sauvegardé sur ce territoire -

SITES CLASSES

- aucune site classé sur ce territoire -

SITES INSCRITS

SI563	COLLINE DU CUAR ET ABORDS (CHATILLON-SUR-CLUSES[0.34%])	3.14 ha
-------	--	---------

ZONES DE PROTECTION

- aucune zone de protection sur ce territoire -

EAU

CONTRATS DE RIVIERE

R017	Arve
R144	Giffre et Risse
R232	Arve (2ième contrat)

SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

SAGE06033	Arve
-----------	------

ZONES SENSIBLES A L'EUTROPHISATION

- aucun zone sensible sur ce territoire -

ZONES VULNERABLES AUX NITRATES DEFINIES EN 2007

- aucun zone vulnérable sur ce territoire -

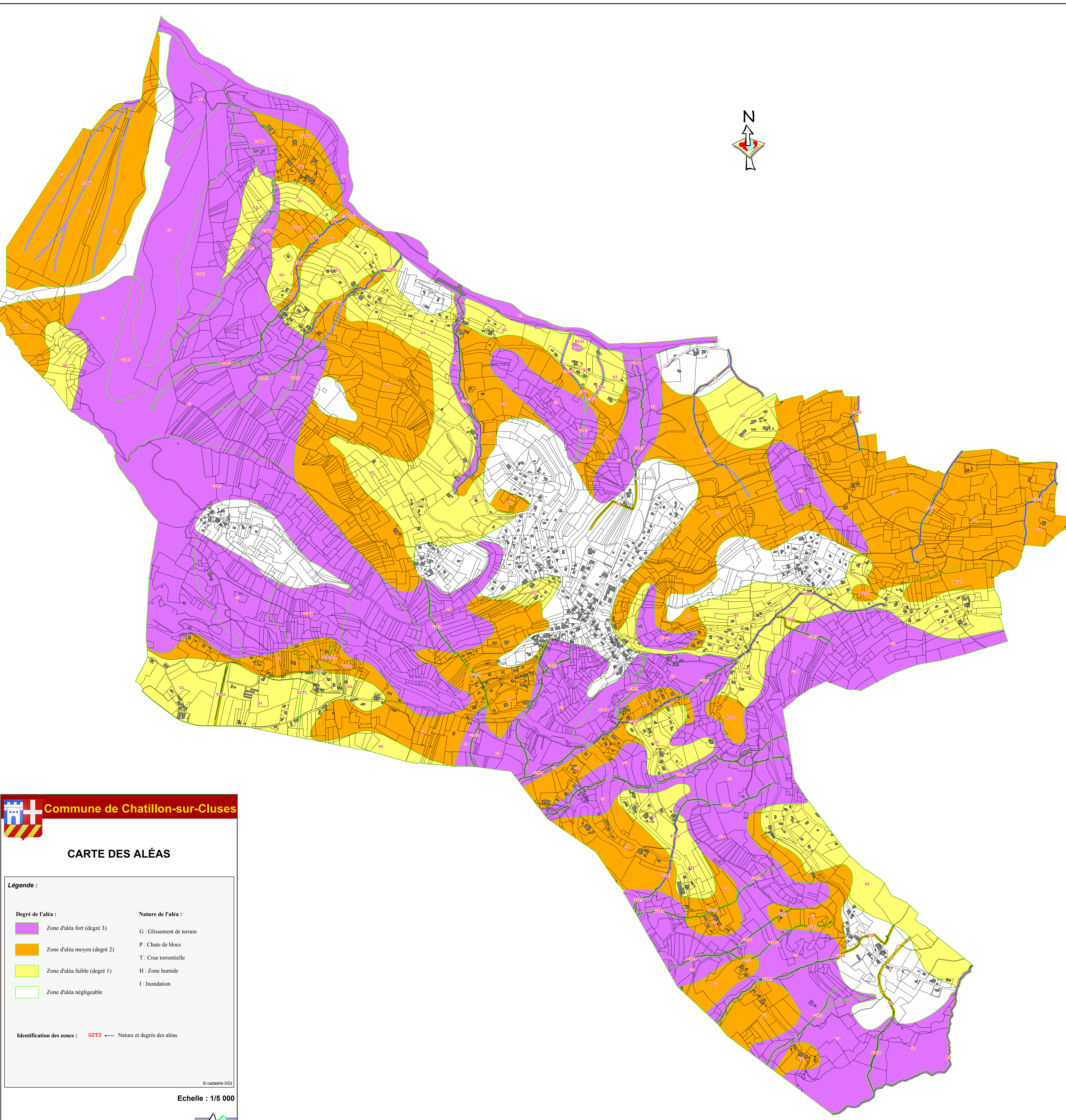
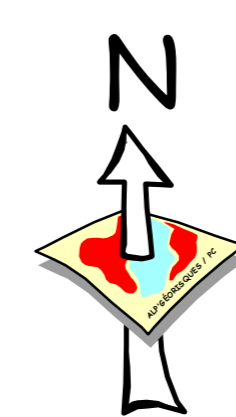
INDUSTRIE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR L'ENVIRONNEMENT

- aucun ICPE sur ce territoire -

ANNEXE 2




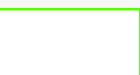
CARTE DES ALÉAS



Commune de Chatillon-sur-Cluses

CARTE DES ALÉAS

Légende :

- | | |
|---|---------------------------|
| Degré de l'aléa : | Nature de l'aléa : |
|  Zone d'aléa fort (degré 3) | G : Glissement de terrain |
|  Zone d'aléa moyen (degré 2) | P : Chute de blocs |
|  Zone d'aléa faible (degré 1) | T : Crue torrentielle |
|  Zone d'aléa négligeable | H : Zone humide |
| | I : Inondation |

Identification des zones : G2T2 ← Nature et degrés des aléas

© cadastre DGI

Echelle : 1/5 000

ANNEXE 3

COURRIER SIVOM

THYEZ, le 11 juillet 2013

Nos références : JB/FB
Dossier suivi par Joël BATAILLARD

Monsieur Bernard CARTIER
Maire de CHATILLON-SUR-CLUSES
Hôtel de Ville
15 place de la Mairie
74300 CHATILLON-SUR-CLUSES

Administration
générale

Envoi en recommandé avec accusé de réception

Formation
Promotion

Objet : Traitement à la station d'épuration intercommunale de MARIGNIER des
eaux usées provenant de la commune de CHATILLON-SUR-CLUSES.

Traitement
des déchets

Assainissement
collectif et
non collectif

Monsieur le Maire et Cher Collègue,

Circulation

En réponse à votre courrier en date du 24 juin dernier et au vu des
différentes études techniques qui ont été réalisées, je vous confirme que la station
d'épuration intercommunale de MARIGNIER a la capacité de traiter les eaux
usées provenant de votre commune.

Actions
sociales

Ces eaux usées, qui seront acheminées à la station d'épuration par le
collecteur intercommunal ARVE, devront transiter au préalable par le réseau
communautaire de CLUSES, géré par la Communauté de Communes Cluses Arve
et Montagnes.

Affaires
scolaires
Transports
scolaires

Je prends acte que vous avez obtenu un accord écrit pour le raccordement de
votre futur collecteur communal sur le réseau communautaire de CLUSES.

Contrat de
rivière

En ce qui concerne les modalités financières du traitement des eaux usées de
votre commune à la station d'épuration intercommunale de MARIGNIER, il sera
fait application des mêmes dispositions que celles déjà retenues pour les
communes de SAINT-JEOIRE, MIEUSSY et LA TOUR.

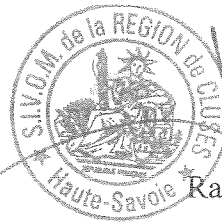
Il en est fait mention à l'article 5 du projet des statuts modifiés de notre
syndicat, qui a été approuvé par notre Comité syndical le 4 juin 2013.

A plusieurs reprises, ces modalités financières vous ont été précisées, notamment, par Monsieur Loïc HERVE, notre Vice-Président délégué à l'assainissement collectif.

Restant à votre disposition pour toutes informations complémentaires, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire et Cher Collègue, l'expression de mes sentiments distingués.

et les plus cordiaux.

Le Président,



Raymond MUDRY

ANNEXE 4

PLANS DU RÉSEAU D'EAUX USÉES EN PROJET

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

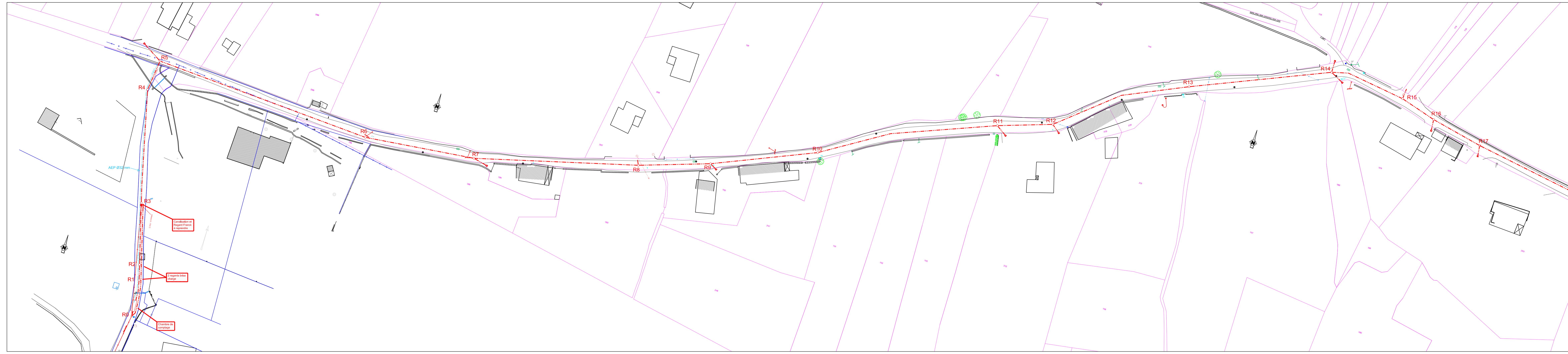
OPERATION : REALISATION D'UN COLLECTEUR D'EAUX USEES
 ENTRE LE CHEF-LIEU ET LE CHEMIN DE VERDON
 COMMUNE DE CLUSES

4.1 - PLAN DES TRAVAUX
 (Planche 1)

N°DOSSIER	DATE	ECHELLE
CHAT13025	Septembre 2013	Ech : 1/500

INDICE	DATE	MODIFICATION
A	-	-
B	-	-
C	-	-
D	-	-
E	-	-

Bureau d'Etudes
INFRAROUTE
 3 rue Nicole Grand - 74300 CLUSES - Tél : 04 50 36 00 35 - Fax : 04 50 88 70 45
 infraroute@orange.fr



DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

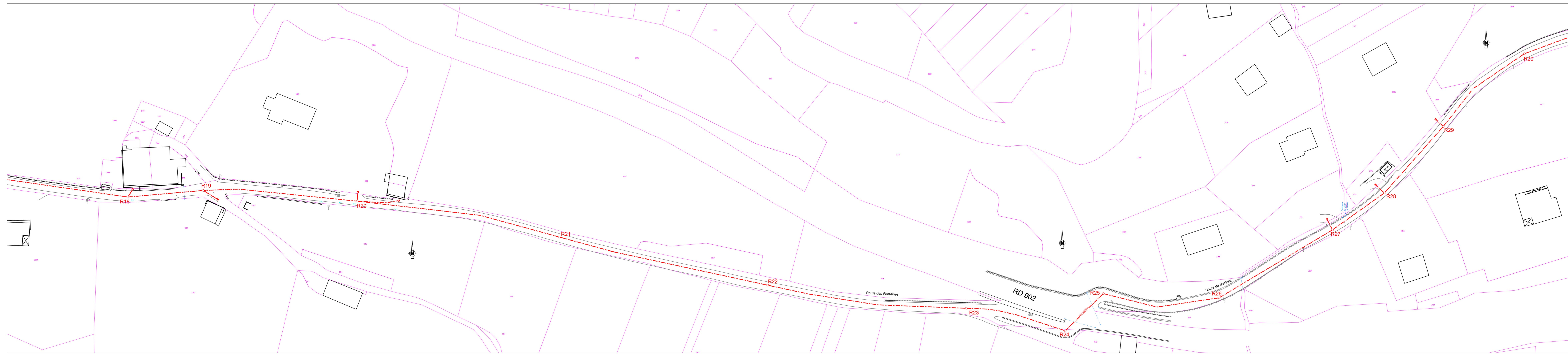
OPERATION : REALISATION D'UN COLLECTEUR D'EAUX USEES
 ENTRE LE CHEF-LIEU ET LE CHEMIN DE VERDON
 COMMUNE DE CLUSES

4.2 - PLAN DES TRAVAUX
 (Planche 2)

N°DOSSIER	DATE	ECHELLE
CHAT13025	Septembre 2013	Ech : 1/500

INDICE	DATE	MODIFICATION
A	-	-
B	-	-
C	-	-
D	-	-
E	-	-

Bureau d'Etudes
INFRAROUTE
 3 rue Nicole Grand - 74300 CLUSES - Tél : 04 50 36 00 35 - Fax : 04 50 88 70 45
 infraroute@orange.fr



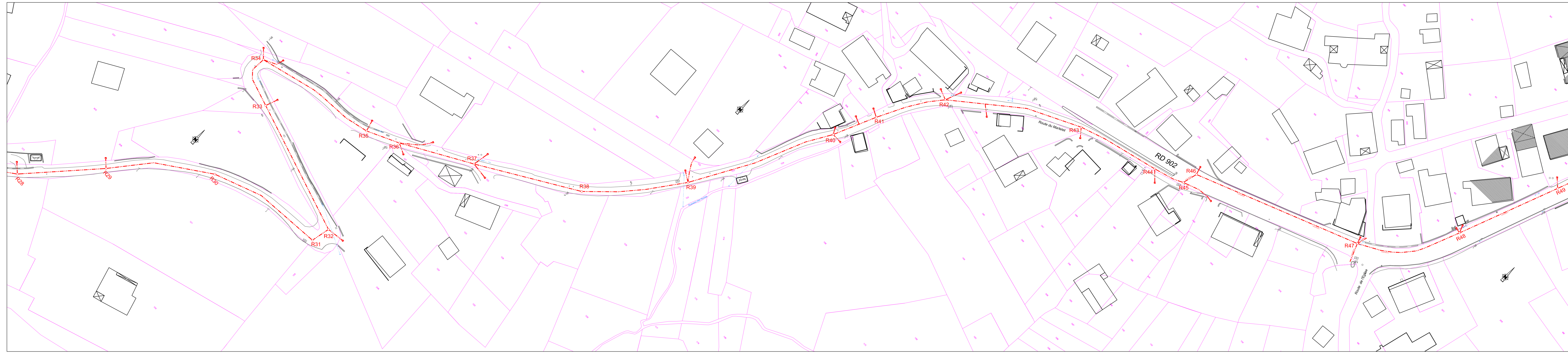
DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

OPERATION : REALISATION D'UN COLLECTEUR D'EAUX USEES
 ENTRE LE CHEF-LIEU ET LE CHEMIN DE VERDON
 COMMUNE DE CLUSES

4.3 - PLAN DES TRAVAUX
 (Planche 3)

N°DOSSIER	DATE	ECHELLE
CHAT13025	Septembre 2013	Ech: 1/500
INDICE	DATE	MODIFICATION
A		
B		
C		
D		
E		

Bureau d'études
INFRAROUTE
 3 rue Nicole Grand - 74300 CLUSES - Tél : 04 50 36 00 35 - Fax : 04 50 86 70 45
 infraroute@orange.fr



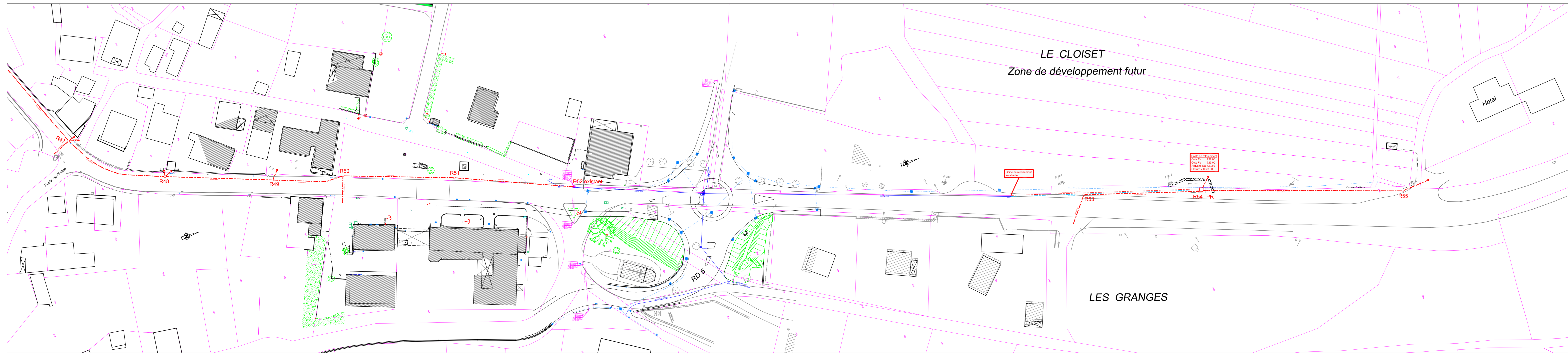
DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

OPERATION : REALISATION D'UN COLLECTEUR D'EAUX USEES
 ENTRE LE CHEF-LIEU ET LE CHEMIN DE VERDON
 COMMUNE DE CLUSES

4.4 - PLAN DES TRAVAUX
 (Planche 4)

N°DOSSIER	DATE	ECHELLE
CHAT13025	Septembre 2013	Ech: 1/500
INDICE	DATE	MODIFICATION
A		
B		
C		
D		
E		

Bureau d'études
INFRAROUTE
 3 rue Nicole Grand - 74300 CLUSES - Tél : 04 50 36 00 35 - Fax : 04 50 86 70 45
 infraroute@orange.fr



ANNEXE 5

RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON-COLLECTIF

Règlement du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.....	2
Article 1 ^{er} : objet du règlement	2
Article 2 : champ d'application territorial	2
Article 3 : définitions	2
Article 4 : mission du service : contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif.....	2
Article 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires	3
Article 6 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble.....	4
Article 7 : Droit d'accès des représentants du SPANC	5
Article 8 : Information des usagers après vérification des installations	5
CHAPITRE 2 : POUR LES INSTALLATIONS NEUVES OU A REHABILITER.....	5
Vérification de conception et d'implantation des installations	5
Article 9: Responsabilités et obligations du propriétaire pour les opérations de conception et d'implantation .	5
Article 10: Vérification technique de la conception et de l'implantation des installations par le SPANC.....	5
Vérification technique d'exécution des ouvrages.....	7
Article 11: Responsabilités et obligations du propriétaire pour la bonne exécution des ouvrages	7
Article 12: Vérification de bonne exécution des ouvrages par le SPANC.....	7
CHAPITRE 3 : CONTRÔLE TECHNIQUE INITIAL POUR LES SYSTEMES EXISTANTS	7
Article 13: Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble	7
Article 14: Diagnostic des installations d'un immeuble existant	8
CHAPITRE 4 : CONTRÔLE TECHNIQUE PERIODIQUE DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DES SYSTEMES EXISTANTS.....	8
Article 15: Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble	8
Article 16 : Vérification périodique de bon fonctionnement par le SPANC	9
Article 17 : Vérification de l'entretien des ouvrages par le SPANC.....	9
Article 18 : Réparation, renouvellement et suppression des dispositifs	9
CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES	10
Article 19 : Les redevances d'assainissement non collectif	10
Article 20 : Les redevables	10
Article 21 : Recouvrement de la redevance.....	11
Article 22 : Retard de paiement	11
Article 23 : Non réalisation des travaux.....	11
CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS D'APPLICATION.....	11
Article 24 : Police administrative : pollution de l'eau ou atteinte à la salubrité publique.....	11
Article 25 : Constats d'infractions pénales	12
Article 26 : Sanctions pénales : Code de la construction ou de l'urbanisme et pollution des eaux	12
Article 27 : Voies de recours des usagers	12
Article 28 : Diffusion du règlement	12
Article 29 : Publicité du règlement.....	12
Article 30 : Modification du règlement	12
Article 31 : Date d'entrée en vigueur du règlement	13
Article 32 : Clauses d'exécution	13
ANNEXES.....	14

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} : Objet du règlement

Le présent règlement a pour objet de déterminer les relations entre les usagers du service public d'assainissement non collectif (SPANC) et ce dernier. Le règlement fixe ou rappelle les droits et obligations de chacun en ce qui concerne notamment les immeubles tenus d'être équipés d'un système d'assainissement non collectif, les conditions d'accès aux ouvrages, leur conception, leur réalisation, leur contrôle, leur fonctionnement, leur entretien, le cas échéant leur réhabilitation, les conditions de paiement de la redevance d'assainissement non collectif, enfin les dispositions d'application de ce règlement. Le seul fait d'avoir la qualité d'usager du service implique le respect de ce règlement.

Article 2 : Champ d'application territorial

Le présent règlement s'applique sur le territoire des 5 communes suivantes :

- La Rivière-Enverse
- Taninges
- Mieussy
- Mégevette
- Onnion

Ces communes ont délégué leur compétence assainissement non collectif au SIVM du Haut-Giffre dont les statuts modifiés ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 12 avril 2006.

Le présent règlement s'applique à tous les immeubles non raccordés à un réseau d'assainissement collectif public, et produisant des eaux usées domestiques sur le territoire des communes précitées.

Le SIVM du Haut-Giffre sera désigné dans les articles suivants par le terme générique de « la collectivité ».

Article 3 : Définitions

Usager du service public de l'assainissement non collectif : l'usager du SPANC est le bénéficiaire des prestations individualisées de ce service. L'usager de ce service est soit le propriétaire de l'immeuble équipé ou à équiper d'un dispositif d'assainissement non collectif, soit celui qui occupe cet immeuble, à quelque titre que ce soit.

Assainissement non collectif : par assainissement non collectif, on désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement. Le dispositif pourra, le cas échéant, regrouper plusieurs immeubles.

Eaux usées domestiques : les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (évier, salles d'eau, lave-linge, lave-vaisselle...) et les eaux vannes (toilettes, WC ...). Elles ne comprennent pas : les eaux pluviales, les résidus de broyage d'évier, les huiles usagées, les corps solides, les effluents agricoles, les carburants et lubrifiants.

Article 4 : Mission du service : contrôle technique des systèmes d'assainissement non collectif

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) assure le contrôle technique de l'assainissement non collectif conformément à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et à l'arrêté interministériel du 6 mai 1996. C'est un service public industriel et commercial.

L'objet de ce service est de donner à l'usager une meilleure assurance sur le bon fonctionnement actuel et ultérieur de son système d'assainissement.

Pour les installations nouvelles ou existantes à remettre en état

Le contrôle technique consiste essentiellement à vérifier la conception, l'implantation puis la réalisation, des ouvrages d'assainissement non collectif.

Ce contrôle est effectué notamment :

- pour la conception, à partir des éléments d'une étude de sol et de filière (diligentée et financée par le demandeur),
- pour la réalisation, lors d'une visite de terrain effectuée avant remblaiement sauf accord préalable du service.

Pour les autres installations

- la première fois à compter de la mise en place du service, à dresser un état des lieux du système (conception, implantation et bonne exécution des ouvrages d'assainissement non collectif),
- les autres fois et périodiquement, à vérifier leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse,
 - en cas de rejet au milieu hydraulique superficiel et de façon facultative, la qualité du rejet,
- la vérification du bon entretien des installations, notamment :
 - la vérification de la réalisation périodique des vidanges,
 - la vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage.

Article 5 : Responsabilités et obligations des propriétaires

Tout propriétaire d'un immeuble, existant ou autorisé à construire, non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées, est tenu de l'équiper d'une installation d'assainissement non collectif destinée à collecter et à traiter les eaux usées domestiques rejetées, à l'exclusion des eaux pluviales.

Ce propriétaire est responsable de la conception et de l'implantation de cette installation, qu'il s'agisse d'une création ou d'une réhabilitation, ainsi que de la bonne exécution des travaux correspondants.

Il en est de même s'il modifie de manière durable et significative, par exemple à la suite d'une augmentation du nombre de pièces principales ou d'un changement d'affectation de l'immeuble, les quantités d'eaux usées domestiques collectées et traitées par une installation existante.

Il ne doit pas modifier l'agencement ou les caractéristiques des ouvrages ou l'aménagement du terrain d'implantation sans avoir informé préalablement le SPANC et obtenu son accord écrit.

La conception, l'implantation, la réalisation et la modification de toute installation doivent être conformes aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, définies par arrêté interministériel du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2003 (annexés au présent règlement), complété le cas échéant par la réglementation locale (cf. article 8). Ces prescriptions sont destinées à assurer la compatibilité des ouvrages avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Le respect de ces prescriptions donne lieu à une vérification, obligatoire pour les propriétaires, qui est assurée par le SPANC à l'occasion de la conception des installations et de la réalisation des travaux.

Le propriétaire d'un immeuble tenu d'être équipé d'une installation d'assainissement non collectif qui ne respecte pas les obligations réglementaires applicables à ces installations, est passible, le cas échéant, des mesures administratives et des sanctions pénales mentionnées au chapitre VI.

Article 6 : Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

Le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages

L'occupant d'un immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages, afin de préserver la qualité des eaux souterraines et superficielles ainsi que la salubrité publique.

A cet effet, seules les eaux usées domestiques définies à l'article 3 sont admises dans les ouvrages d'assainissement non collectif. Il est interdit d'y déverser tout corps solide ou non, pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnes, polluer le milieu naturel ou nuire à l'état ou au bon fonctionnement de l'installation.

Cette interdiction concerne en particulier :

- les eaux pluviales (drainage y compris),
- les vidanges de piscine,
- les ordures ménagères même après broyage,
- les huiles usagées,
- les hydrocarbures,
- les liquides corrosifs, les acides, les médicaments,
- les peintures, dissolvants,
- les matières inflammables ou susceptibles de provoquer des explosions,
- les métaux lourds.

Le bon fonctionnement des ouvrages impose également à l'utilisateur d'assurer le dégagement de l'ouvrage :

- de maintenir les ouvrages en dehors de toute zone de circulation ou de stationnement de véhicule, des zones de culture ou de stockage de charges lourdes,
- d'éloigner tout arbre et plantation d'au moins 3 mètres des dispositifs d'assainissement,
- de maintenir perméable à l'air et à l'eau la surface de ces dispositifs (notamment en s'abstenant de toute construction ou revêtement étanche au-dessus des ouvrages),
- de conserver en permanence une accessibilité totale aux ouvrages et aux regards,
- d'assurer régulièrement les opérations d'entretien.

L'entretien des ouvrages

L'utilisateur d'un dispositif d'assainissement non collectif, occupant des lieux, est tenu d'entretenir ce dispositif de manière à s'assurer :

- du bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage,
- du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire.

Les vidanges de boues et de matières flottantes des fosses ou autres installations de prétraitement sont effectuées sur la base des prescriptions de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996 :

- au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique,
- au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées,
- au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées.

Le non-respect des obligations de maintien en bon état de fonctionnement et d'entretien des ouvrages expose, le cas échéant, l'occupant des lieux aux mesures administratives et aux sanctions pénales mentionnées au chapitre VI.

Article 7 : Droit d'accès des représentants du SPANC

Les représentants du SPANC ont accès aux propriétés privées pour assurer les vérifications. Cet accès doit être précédé d'un avis préalable de visite notifié au propriétaire des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux dans un délai raisonnable (au moins 15 jours).

L'usager doit faciliter l'accès de ses installations aux agents du SPANC et être présent ou représenté lors de toute intervention du service. Au cas où il s'opposerait à cet accès pour une opération de contrôle technique, les représentants du SPANC relèveront l'impossibilité matérielle dans laquelle ils ont été mis d'effectuer leur contrôle et transmettront le dossier au maire pour suite à donner (cf Article L1331-11 du Code de la santé publique).

Article 8 : Information des usagers après vérification des installations

Les observations réalisées au cours d'une visite de vérification sont consignées sur un rapport de visite dont une copie est adressée à l'occupant des lieux, au propriétaire de l'immeuble ainsi qu'à la mairie. L'avis rendu par le service à la suite de la vérification est porté sur le rapport de visite.

CHAPITRE 2 : POUR LES INSTALLATIONS NEUVES OU A REHABILITER

Vérification technique de conception et d'implantation, vérification de bonne exécution des ouvrages

Vérification de conception et d'implantation des installations

Article 9: Responsabilités et obligations du propriétaire pour les opérations de conception et d'implantation

Dans le cadre d'une installation nouvelle ou réhabilitée, il revient au propriétaire, conformément à l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2003, de réaliser ou de faire réaliser par un prestataire de son choix, une étude de définition de filière, afin que le dispositif d'assainissement non collectif choisi soit compatible avec la nature du sol, avec les contraintes du terrain et que le dimensionnement de la filière soit adapté.

Lorsque les documents existent, le SPANC se référera aux cartes d'aptitude des sols applicables dans la commune d'implantation de la demande. Dans le cas contraire, ou en l'absence d'informations suffisamment fiables de ces documents pour la filière concernée, le pétitionnaire aura tout intérêt à faire réaliser à ses frais une étude géopédologique particulière pour justifier le choix de la filière d'assainissement proposée.

Il est rappelé que le permis de construire ne pourra être accepté que si une solution d'assainissement réglementaire est possible (Art L 421-3 du code de l'urbanisme).

Article 10: Vérification technique de la conception et de l'implantation des installations par le SPANC

Le SPANC informe le propriétaire ou futur propriétaire de la réglementation applicable à son installation, et procède, le cas échéant, aux contrôles de la conception et de l'implantation de l'installation concernée.

Vérification de la conception et de l'implantation de l'installation dans le cadre d'une demande de permis de construire

Le pétitionnaire retire auprès de la Mairie ou du SPANC un dossier comportant :

1) un formulaire à remplir destiné à préciser notamment l'identité du propriétaire et du réalisateur du projet, les caractéristiques de l'immeuble à équiper, du terrain d'implantation et de son environnement, de la filière, des ouvrages et des études déjà réalisées ou à réaliser.

2) la liste des pièces à présenter pour permettre le contrôle de conception de son installation et en particulier :

- un plan de situation de la parcelle entre 1/5000^{ème} et 1/25000^{ème} ;

- une étude de définition de filière visée à l'article 8 ;

- un plan de masse du projet de l'installation au 1/200^{ème} ou 1/500^{ème} sur lequel seront positionnés le plus clairement possible :

- l'immeuble

- la sortie des eaux usées,

- le dispositif de prétraitement et la ventilation associée,

- le dispositif de traitement,

- le rejet des effluents (le cas échéant),

- les arbres, arbustes, haies etc.

- le tracé des zones de circulation des véhicules sur la parcelle,

- les puits, captages, forages,

- les cours d'eau, fossés, mares,

- un plan en coupe de la filière et du bâtiment.

3) une information technique sur la réglementation applicable.

4) une notice technique sur l'assainissement non collectif.

5) le présent règlement.

Remarque 1 : Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle, (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques) le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière destinée à justifier la conception, l'implantation, les dimensions, les caractéristiques, les conditions de réalisation et d'entretien des dispositifs techniques retenus ainsi que le choix du mode et du lieu de rejet (article 14 de l'arrêté du 6 mai 1996).

Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné au SPANC en 3 exemplaires par le pétitionnaire. S'il l'estime nécessaire, le SPANC effectue une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 4.

Le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC transmet son avis au pétitionnaire, au service instructeur du permis de construire et à la mairie.

Vérification de la conception de l'installation en l'absence de demande de permis de construire

Le propriétaire d'un immeuble qui projette, en l'absence de demande de permis de construire, d'équiper cet immeuble d'une installation d'assainissement non collectif ou de réhabiliter une installation existante, doit informer la mairie et le SPANC de son projet. Un dossier lui est remis, il comporte les pièces mentionnées ci-dessus, ainsi qu'une notice sur les aides financières éventuelles.

Remarque 2 : Dans le cas où l'installation concerne un immeuble autre qu'une maison d'habitation individuelle (ensemble immobilier ou installation diverse rejetant des eaux usées domestiques), le pétitionnaire doit réaliser une étude particulière dont le contenu est précisé dans la Remarque 1.

Le dossier (formulaire rempli accompagné de toutes les pièces à fournir) est retourné en 3 exemplaires au SPANC par le pétitionnaire. Le cas échéant après visite des lieux par un agent du service dans les conditions prévues par l'article 4, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations, ou défavorable. Dans ces deux derniers cas l'avis est expressément motivé. Le SPANC transmet son avis au pétitionnaire et à la mairie.

Si l'avis est défavorable, le propriétaire ne peut réaliser les travaux projetés qu'après avoir présenté un nouveau projet et obtenu un avis favorable du SPANC sur celui-ci.

Si l'avis est favorable avec recommandations, le projet ne peut être réalisé que si le propriétaire prend en compte ces réserves dans la conception de son installation.

Vérification technique d'exécution des ouvrages

Article 11: Responsabilités et obligations du propriétaire pour la bonne exécution des ouvrages

Le propriétaire immobilier tenu d'équiper son immeuble d'une installation d'assainissement non collectif, qui modifie ou réhabilite une installation existante, est responsable de la réalisation des travaux correspondants.

Ceux-ci ne peuvent être exécutés qu'après avoir reçu un avis favorable du SPANC, à la suite du contrôle de leur conception et de leur implantation visé à l'article 10 ou, en cas d'avis favorable avec recommandations, après modification du projet pour tenir compte de celles-ci.

Le propriétaire doit informer le SPANC de l'état d'avancement des travaux afin que celui-ci puisse vérifier leur bonne exécution avant remblaiement, par visite sur place effectuée dans les conditions prévues par l'article 7. Le propriétaire ne peut pas faire remblayer tant que le contrôle de bonne exécution n'a pas été réalisé, sauf autorisation expresse du service.

Dans le cas contraire, l'avis du SPANC sera automatiquement défavorable.

Article 12: Vérification de bonne exécution des ouvrages par le SPANC

Cette vérification a pour objet de s'assurer que la réalisation, la modification ou la réhabilitation des ouvrages est conforme au projet du pétitionnaire validé par le SPANC.

Il porte notamment sur le type de dispositif installé, son implantation, ses dimensions, la mise en œuvre des différents éléments de collecte, de prétraitement, de traitement et, le cas échéant, d'évacuation des eaux traitées et la bonne exécution des travaux.

L'agent du SPANC effectue ce contrôle par une visite sur place dans les conditions prévues à l'article 7.

A l'issue de ce contrôle, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. L'avis du service est adressé au propriétaire des ouvrages et pour copie à la mairie dans les conditions prévues à l'article 8. Si cet avis comporte des recommandations ou s'il est défavorable, le SPANC invite le propriétaire à réaliser les travaux nécessaires pour rendre les ouvrages conformes à la réglementation applicable, et en informera la mairie.

CHAPITRE 3 : CONTRÔLE TECHNIQUE INITIAL POUR LES SYSTEMES EXISTANTS

Article 13: Responsabilités et obligations du propriétaire et de l'occupant de l'immeuble

Tout immeuble existant rejetant des eaux usées domestiques, et non raccordé au réseau public d'assainissement, doit avoir été équipé par son propriétaire d'une installation d'assainissement non collectif, qui doit être maintenue en bon état de fonctionnement par l'occupant de l'immeuble (article 6).

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du diagnostic (liste des pièces visées à l'article 10).

Article 14: Diagnostic des installations d'un immeuble existant

Tout immeuble visé à l'article 14 donne lieu à un état des lieux réalisé par le SPANC (ou tout autre tiers mandaté et agréé par le SPANC).

L'agent du SPANC effectue ce diagnostic par une visite sur place, dans les conditions prévues par l'article 7, destinée à examiner et apprécier :

- l'existence d'une installation d'assainissement non collectif ;
- l'implantation, les caractéristiques et l'état de cette installation ;
- le bon fonctionnement de celle-ci apprécié dans les conditions prévues aux articles 5 et

15.

Le SPANC émet un avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé et accompagné de recommandations pour corriger les anomalies constatées. L'avis est adressé par le SPANC au propriétaire de l'immeuble, et lorsqu'un problème de fonctionnement est identifié, à l'occupant si ce dernier est différent du propriétaire.

CHAPITRE 4 : CONTRÔLE TECHNIQUE PERIODIQUE DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DES SYSTEMES EXISTANTS

L'arrêté du 16 mai 1996 prévoit un contrôle périodique du bon fonctionnement des dispositifs ainsi qu'un contrôle périodique de leur entretien. De manière pratique, ces deux missions ont été regroupées dans une prestation périodique unique de vérification de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages.

Article 15: Responsabilités et obligations de l'occupant de l'immeuble

L'occupant de l'immeuble équipé d'une installation d'assainissement non collectif est responsable du bon fonctionnement des ouvrages dans les conditions prévues à l'article 6.

L'occupant de l'immeuble est également tenu d'entretenir ce dispositif dans les conditions prévues à l'article 6. Il peut réaliser lui-même les opérations d'entretien des ouvrages ou choisir librement l'entreprise ou l'organisme qui les effectuera. Quel que soit l'auteur de ces opérations, il est responsable de l'élimination des matières de vidange, qui doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange et celles du règlement sanitaire départemental qui régleme ou interdit le déchargement de ces matières.

L'entreprise qui réalise une vidange de la fosse ou de tout autre dispositif de prétraitement, est tenue de remettre à l'occupant de l'immeuble ou au propriétaire le document prévu à l'article 7 de l'arrêté interministériel du 6 mai 1996, et qui comportera les mentions suivantes :

- son nom ou sa raison sociale et son adresse,
- l'adresse de l'immeuble où a été réalisée la vidange,
- le nom de l'occupant ou du propriétaire,
- la date et l'heure de la vidange,
- les caractéristiques, la nature et la quantité de matières vidangées,
- le lieu où les matières de vidanges sont transportées en vue de leur élimination.

L'usager doit tenir à la disposition du SPANC une copie de ce document et du bordereau de dépotage de l'usine de dépollution destinataire des matières de vidange.

Article 16 : Vérification périodique de bon fonctionnement par le SPANC

La vérification périodique de bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Cette vérification est exercée sur place par les agents du SPANC dans les conditions prévues par l'article 7.

Elle a pour objet de vérifier que le fonctionnement des ouvrages est satisfaisant, qu'il n'entraîne pas de pollution des eaux ou du milieu aquatique, ne porte pas atteinte à la santé publique et n'entraîne pas d'inconvénients de voisinage (odeurs notamment).

La vérification porte au minimum sur les points suivants :

- vérification du bon état des installations et des ouvrages, de leur ventilation et leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse,
- vérification de l'entretien des dispositifs de dégraissage (le cas échéant).

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé,
- en cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

Article 17 : Vérification de l'entretien des ouvrages par le SPANC

Le contrôle périodique de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes. Il a pour objet de vérifier que les opérations d'entretien sont régulièrement effectuées pour garantir le bon fonctionnement de l'installation.

Il porte au minimum sur les points suivants :

- vérification de la réalisation périodique des vidanges ; à cet effet l'utilisateur présentera le bon de vidange remis par le vidangeur ;
- vérification, le cas échéant, de l'entretien des dispositifs de dégraissage ou de déshuilage.

A l'issue de la vérification de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages, le SPANC formule son avis qui pourra être favorable, favorable avec recommandations ou défavorable. Dans ces deux derniers cas, l'avis est expressément motivé. L'avis est adressé par le SPANC à l'occupant de l'immeuble, à la mairie, et le cas échéant au propriétaire des ouvrages, dans les conditions prévues par l'article 8.

Si cet avis est comporté des recommandations ou s'il est défavorable, le SPANC invite, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- soit le propriétaire des ouvrages à réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- soit l'occupant des lieux à réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

La fréquence des contrôles de bon fonctionnement et d'entretien des installations est déterminée par le SPANC en tenant compte notamment de l'ancienneté et de la nature des installations. Le rythme d'une visite tous les quatre ans est retenu comme référence.

Article 18 : Réparation, renouvellement et suppression des dispositifs

La réparation et le renouvellement des dispositifs d'assainissement non collectif sont à la charge du propriétaire et ne concernent en aucun cas le SPANC. De plus, celui-ci ne peut en aucun cas être tenu responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

La suppression des dispositifs n'est possible qu'en cas de raccordement au réseau d'assainissement collectif ou de démolition de l'immeuble. Dans ces cas précis, le dispositif doit être mis hors d'état de servir et de créer des nuisances par les soins et aux frais du propriétaire ou

de la copropriété. En cas de démolition de l'immeuble, la dépense est supportée par le propriétaire ou par la ou les personnes ayant déposé le permis de démolir.

Une dernière visite de vérification de bon fonctionnement et d'entretien des ouvrages interviendra après raccordement au réseau d'assainissement collectif (ou en cas de démolition de l'immeuble) pour que le SPANC s'assure de la mise hors service effective du dispositif d'assainissement non collectif, sans nuisance environnementale, et qu'il puisse clore le dossier de suivi de l'installation.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 19 : Les redevances d'assainissement non collectif

Les dépenses engagées par le SPANC pour le contrôle des installations sont équilibrées par le produit d'une redevance d'assainissement non collectif payée par l'utilisateur dans les conditions prévues par ce chapitre. Le Comité Syndical du SIVM du Haut-Giffre institue les redevances, en fixe les tarifs, leur évolution et les modalités de paiement par délibération annexée au présent règlement.

Les redevances sont au nombre de cinq :

- 1) une redevance « contrôle technique de conception et d'implantation d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité »,
- 2) une redevance « contrôle technique de bonne exécution d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité »,
- 3) une redevance « contrôle technique initial de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant »,
- 4) une redevance « contrôle technique périodique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant »,
- 5) une redevance « contrôle technique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant effectué dans le cadre d'une vente d'immeuble ».

Les redevances sont dues même si l'avis émis par le SPANC est défavorable.

Les frais de contrôles et d'analyses effectués en cas de nuisances constatées pourront être facturés au pollueur identifié, au coût réel.

En cas de prestation ponctuelle du service autre que les opérations visées ci-dessus (notamment en cas d'urgence ou sur appel de l'utilisateur) le montant de la redevance est fonction notamment de la nature, de l'importance, de la durée et du coût de la prestation fournie par le service.

Article 20 : Les redevables

En application de l'article R 2333-19 du CGCT, les redevances d'assainissement non collectif qui porte sur le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages ou sur le diagnostic initial des installations existantes sont facturées au propriétaire de l'immeuble.

La redevance qui porte sur le contrôle de bon fonctionnement et d'entretien est également facturée au propriétaire de l'immeuble.

Remarque 3 : les redevances d'assainissement font partie des charges locatives récupérables au titre du décret 87-713 du 26 août 1987. Il appartiendra au propriétaire de répercuter ces frais sur les locataires.

Ainsi, cette charge restera bien in fine sur les occupants, même si la facturation est faite au propriétaire.

Article 21 : Recouvrement de la redevance

Le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif est assuré par le service public d'assainissement non collectif.

Sont précisés sur la facture :

- le montant de la redevance détaillée par prestation ponctuelle de vérification ;
- toute modification du montant de la redevance ainsi que la date de son entrée en vigueur ;
- la date limite de paiement de la redevance ainsi que les conditions de son règlement (notamment possibilité de paiement fractionné) ;
- l'identification du service d'assainissement, ses coordonnées et ses jours et heures d'ouverture.

Modalités de recouvrement de chaque redevance :

- 1) une redevance « contrôle technique de conception et d'implantation d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité » : ponctuelle
- 2) une redevance « contrôle technique de bonne exécution d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité » : ponctuelle
- 3) une redevance « contrôle technique initial de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant » : annualisée sur quatre ans
- 4) une redevance « contrôle technique périodique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant » : annualisée par 1/4
- 5) une redevance « contrôle technique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant effectué dans le cadre d'une vente d'immeuble » : ponctuelle.

Article 22 : Retard de paiement

Le défaut de paiement de la redevance, dans un délai de trois mois à compter de sa présentation, fait l'objet d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si cette redevance n'est pas payée dans les 15 jours suivant cette mise en demeure, elle est majorée de 25 % en application de l'article R 2333-130 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 23 : Non réalisation des travaux

La pénalité financière prévue par l'article L 1331-8 du Code de la Santé Publique (CSP), applicable en cas d'absence d'installation d'assainissement non collectif lorsqu'elle est exigée par l'article L 1331-1 du CSP, ou en cas de mauvais fonctionnement d'une installation existante, est fixée à 100% du montant total de la redevance « Contrôle technique initial de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant ».

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS D'APPLICATION

Article 24 : Police administrative : pollution de l'eau ou atteinte à la salubrité publique

Pour prévenir ou faire cesser une pollution de l'eau ou une atteinte à la salubrité publique due, soit à l'absence, soit au mauvais fonctionnement d'une installation d'assainissement non collectif, le maire peut, en application de son pouvoir de police générale, prendre toute mesure réglementaire ou individuelle, en application de l'article L.2212-2 du CGCT, ou de l'article L.2212-4 en cas de danger grave ou imminent, sans préjudice des mesures pouvant être prises par le préfet sur le fondement de l'article L.2215-1 du même code.

Article 25 : Constats d'infractions pénales

Les infractions pénales aux dispositions applicables aux installations d'assainissement non collectif ou celles concernant la pollution de l'eau sont constatées, soit par les agents et officiers de police judiciaire qui ont une compétence générale, dans les conditions prévues par le Code de procédure pénale, soit, selon la nature des infractions, par les agents de l'Etat, des établissements publics de l'Etat ou des collectivités territoriales, habilités et assermentés dans les conditions prévues par le Code de la santé publique, le Code de l'environnement, le Code de la construction et de l'habitation ou le Code de l'urbanisme (Voir les références de ces textes en annexe).

Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

Article 26 : Sanctions pénales : Code de la construction ou de l'urbanisme et pollution des eaux

L'absence de réalisation d'une installation d'assainissement non collectif, ou son mauvais fonctionnement, lorsqu'ils sont exigés en application de la législation en vigueur ; sa réalisation, sa modification ou sa réhabilitation dans des conditions non conformes aux prescriptions réglementaires prises en application du Code de la construction et de l'habitation ou du Code de l'urbanisme, exposent le propriétaire de l'immeuble aux sanctions pénales et aux mesures complémentaires prévues par ces codes, sans préjudice des sanctions pénales applicables prévues par le Code de l'environnement en cas de pollution de l'eau. (Art L 1331 du CSP).

Article 27 : Voies de recours des usagers

Les litiges individuels entre les usagers du service public d'assainissement non collectif et ce dernier relèvent du droit privé et de la compétence des tribunaux judiciaires.

Toute contestation portant sur l'organisation du service (délibération instituant la redevance ou fixant ses tarifs, délibération approuvant le règlement du service, règlement du service, etc.) relève de la compétence exclusive du tribunal administratif.

Préalablement à la saisine des tribunaux, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux à l'auteur de la décision contestée. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Article 28 : Diffusion du règlement

Le propriétaire a l'obligation de remettre à l'occupant de son immeuble le règlement du SPANC afin que celui-ci connaisse l'étendue de ses obligations et lui soit opposable.

Article 29 : Publicité du règlement

Le présent règlement approuvé, sera affiché en mairies des cinq communes délégataires et au siège du SIVM du Haut-Giffre, pendant 2 mois. Ce règlement sera tenu en permanence à la disposition du public en mairie des cinq communes délégataires et au siège du SIVM du Haut-Giffre.

Article 30 : Modification du règlement

Le Comité Syndical du SIVM du Haut-Giffre se réserve le droit, par délibération régulière et motivée, dûment approuvée par l'autorité préfectorale d'apporter au présent règlement, et en tout temps, les modifications que l'expérience lui suggérera et qu'il jugera utiles, notamment en ce qui concerne la redevance.

Ces modifications, qui donneront lieu à la même publicité que le règlement initial, seront portées à la connaissance des usagers du service préalablement à leur mise en application.

Article 31 : Date d'entrée en vigueur du règlement

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Comité Syndical du SIVM du Haut-Giffre et après mise en oeuvre des mesures de publication prévues par l'article 37.

Article 32 : Clauses d'exécution

Le président SIVM du Haut-Giffre, les agents du service public d'assainissement non collectif, le receveur du SIVM du Haut-Giffre, les maires des cinq communes délégataires, les usagers du SPANC sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par le Comité Syndical du SIVM du Haut-Giffre dans sa séance du 24 mai 2006.

Fait à Taninges, le 24 mai 2006

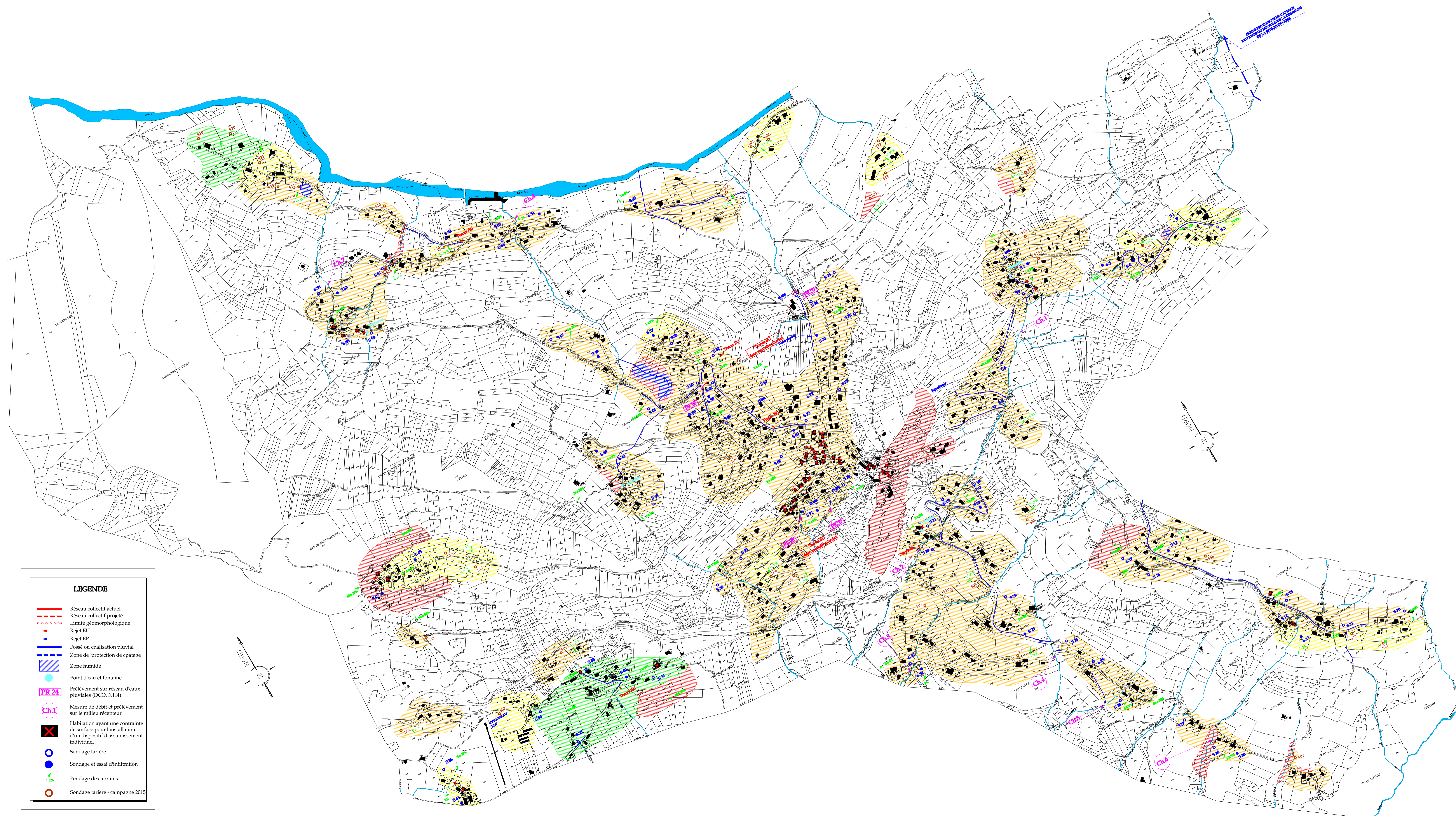
Le Président,
Guy CHAVANNE



ANNEXE 6

CARTE D'APTITUDE DES SOLS

CRITERES D'APTITUDE	DISPOSITIFS ET ADAPTATIONS	COLORIS
1) perméabilité : V18 à 100 mm/h 2) hydromorphie / nappe : absence 3) pente : 0 à 5% 4) épaisseur des sols : >1 m	Epandage gravitaire en sol naturel * épandage en tranches d'infiltration * largeur des tranches de 80 cm * pose des drains à 60 cm de profondeur * rejet en sous-sol perméable	
1) perméabilité : V18 20 à 100 mm/h 2) hydromorphie / nappe : traces d'hydromorphie dans les sols 3) pente : 0 à 10% 4) épaisseur des sols : localement < 1 m	Epandage en sol reconstruit non drainé * filtre à sable vertical non drainé * surélévation en terre suivant l'épaisseur de sol. * lit de sable de 70 cm d'épaisseur * rejet en sous-sol.	
Conclusions : Contexte moyennement favorable avec souvent une faible épaisseur de sol, des sols parfois hydromorphes en surface et un sous-sol relativement perméable, apte pour l'évacuation d'eaux usées septiques.		
1) perméabilité : V18 0 à 20 mm/h 2) hydromorphie / nappe : traces d'hydromorphie dans les sols, "nappe perche" temporaire. 3) pente : 5 à 20% 4) épaisseur des sols : localement < 1 m	Epandage en sol reconstruit drainé * filtre à sable vertical drainé * filtration sur 70 cm de sable * drainage et rejet superficiel dans un cours d'eau permanent ou un fossé pressuré	
Conclusions : Contexte défavorable avec des sols hydromorphes en surface et imperméables, inaptes pour l'évacuation d'eaux usées septiques.		
Contexte impossible pour tout épandage dû à la présence de zone humide, de fortes pentes ou d'allègement de rocher.	Limiter l'urbanisation de ces secteurs si la situation autonome est retenue. Favoriser l'assainissement collectif.	



DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE
COMMUNE DE CHATILLON SUR CLUSES



Carte de faisabilité de l'assainissement autonome

A	09.03.15	EMC	Etablissement de plan			Y. VIEL
Ind.	Date	Nom	Modification			Vérifié
ESQ		AVP	PRO	DCE	VISA	DOE

Fond de Plan dressé par :

ETUDE DE ZONAGE

NUMERO DE PLAN:		1
NUMERO D'ETUDE	ECHELLE	
15CCY015	1 / 5000	
DATE	CHEF DE PROJET	
09.03.15	E. VIOLETTE	



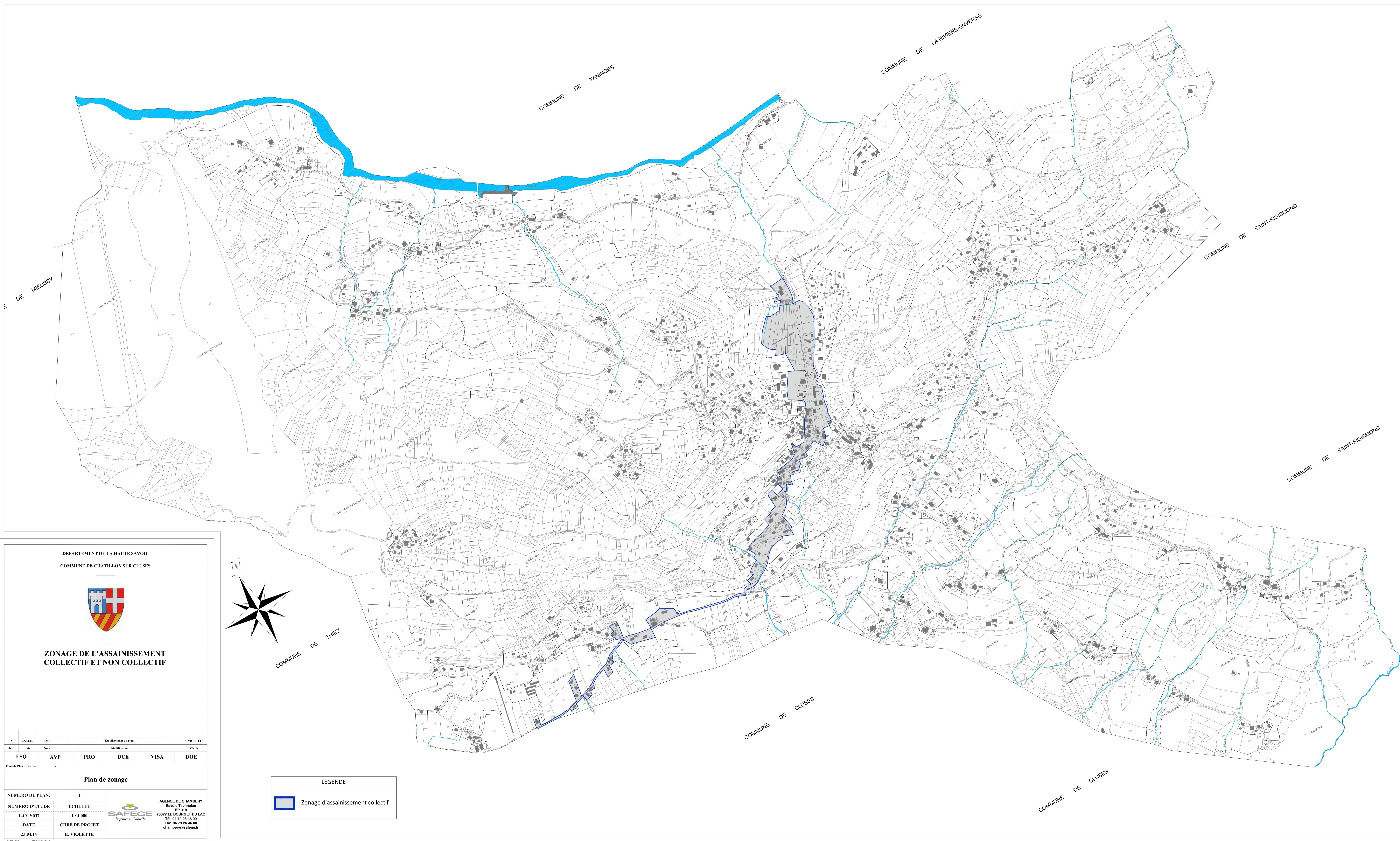
AGENCE DE CHAMBERY
Savoie Technolac
BP 318
73377 LE BOURGET DU LAC
Tél. 04 79 26 46 00
Fax. 04 79 26 46 08
chambery@safège.fr

LEGENDE

- Réseau collectif actuel
- Réseau collectif projeté
- Limite géomorphologique
- Rejet EU
- Rejet EP
- Fossé ou canalisation pluvial
- Zone de protection de captage
- Zone humide
- Point d'eau et fontaine
- Prélèvement sur réseau d'eaux pluviales (DCO, NH4)
- Mesure de débit et prélèvement sur le milieu récepteur
- Habitation ayant une contrainte de surface pour l'installation d'un dispositif d'assainissement individuel
- Sondage tarière
- Sondage et essai d'infiltration
- Pendage des terrains
- Sondage tarière - campagne 2015

ANNEXE 7

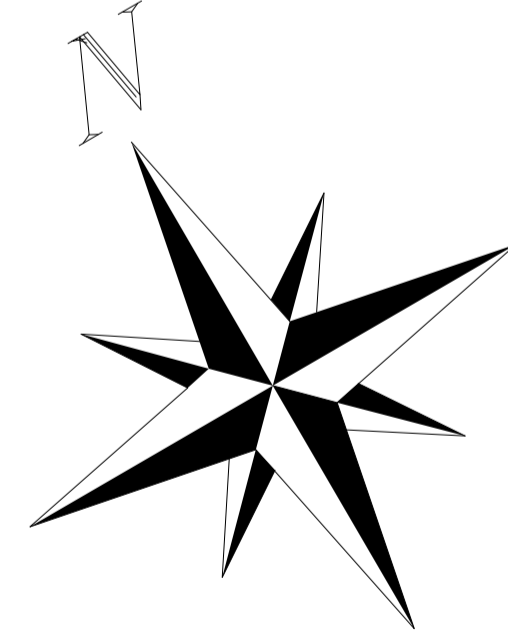
ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT



DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE
COMMUNE DE CHATILLON SUR CLUSES



**ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF ET NON COLLECTIF**




COMMUNE DE THIEZ

A	23.04.14	EMC	Établissement du plan	E. VIOLETTE	
Ind.	Date	Nom	Modification	Vérifié	
ESQ	AVP	PRO	DCE	VISA	DOE

Fond de Plan dressé par :

Plan de zonage

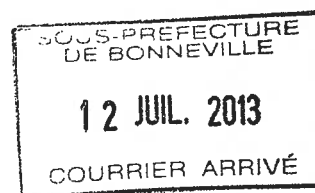
NUMERO DE PLAN:	1	 AGENCE DE CHAMBERY Savoie Technolac BP 318 73377 LE BOURGET DU LAC Tél. 04 79 26 46 00 Fax. 04 79 26 46 09 chambery@safega.fr
NUMERO D'ETUDE	ECHELLE	
14CCY037	1 / 4 000	
DATE	CHEF DE PROJET	
23.04.14	E. VIOLETTE	

LEGENDE

 Zonage d'assainissement collectif

ANNEXE 8

DÉLIBÉRATION TARIFS DU SPANC



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mille douze, le dix huit décembre, à dix-huit heures trente, les membres du SIVM DU HAUT-GIFFRE, convoqués le 12 décembre 2012, se sont réunis au siège du syndicat à TANINGES sous la présidence de Monsieur Yves LAURAT, Président.

PRESENTS : 21

Mesdames Marie-Madeleine DUCHOSAL, Anne-Marie FEDELE, Marie-Antoinette METRAL Vice-présidente.

Messieurs René AMOUDRUZ, Stéphane BOUVET, Paul BRON Vice-président, Bernard CARTIER Vice-président, Maurice DEFFAYET, François DENARIE, Pierre DUMAINE, Jacky DUNAND, Gérard GAY, François GUYOT, Yves LAURAT Président, Patrick MERCIER, Jean-Jacques GRANDCOLLOT, Jean-Charles MOGENET Vice-président, Christophe PERY, Gérald ROULLET, Philippe VERNERET, JP Label

ABSENTS EXCUSES : 3

Messieurs Guy BROCHIER, Raymond MUDRY avec pouvoir donné à Monsieur Christophe PERY, Philippe VINET.

ABSENTS : 8

Messieurs Michel BAUD, Yannick CHAVANNE, Gilles PERRET, Gilles BERGOEN, Christophe CAMBIER, Grégory DELECHAT, Gérard LE RAY, Max MEYNET-CORDONNIER.

Délibération n° 2012-29 Tarif du Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Le budget du SPANC doit être équilibré en recettes et en dépenses. Les recettes proviennent de redevances à la charge des usagers du SPANC. La facturation du coût de l'ensemble des différents contrôles sera assurée par le SIVM du Haut-Giffre auprès de l'usager.

Pour les installations ayant déjà fait l'objet d'un contrôle, le SIVM doit désormais assurer le contrôle périodique selon les modalités fixées à l'article 3 de l'arrêté du 7 septembre 2009. Le contrôle périodique des ouvrages d'assainissement non collectif concerne toutes les installations neuves, réhabilitées ou existantes.

Ce contrôle a pour objet de :

- vérifier si des modifications sont intervenues depuis le précédent contrôle
- repérer l'accessibilité, les défauts d'entretien et d'usure éventuels
- constater que le fonctionnement de l'installation n'engendre pas de risques environnementaux, de risques sanitaires ou de nuisances
- vérifier la réalisation périodique des vidanges, sur la base des bordereaux de suivi des matières de vidange
- vérifier périodiquement, l'entretien du bac à graisses, le cas échéant

En outre :

- s'il y a rejet en milieu hydraulique superficiel un contrôle de la qualité du rejet peut être réalisé
- en cas de nuisances de voisinage, des contrôles occasionnels peuvent être effectués.

Le propriétaire doit tenir à la disposition du SPANC tout document nécessaire ou utile à l'exercice du contrôle périodique et d'entretien (factures, photos, bordereau du suivi de matières de vidanges...).

La fréquence des contrôles périodiques des installations déterminée par le SPANC du SIVM du Haut-Giffre est de 6 ans. A l'issue du contrôle périodique, le SPANC formule son avis. Celui-ci est adressé au propriétaire des ouvrages. Si cet avis comporte des réserves, le SPANC demande, en fonction des causes de dysfonctionnement :

- soit au propriétaire des ouvrages, de réaliser les travaux ou aménagements nécessaires pour supprimer ces causes, en particulier si celles-ci entraînent une atteinte à l'environnement (pollution), à la salubrité publique ou toutes autres nuisances ;
- soit à l'occupant des lieux, de réaliser les entretiens ou réaménagements qui relèvent de sa responsabilité.

Cette prestation s'accompagne d'un service incluant un rôle permanent de conseil aux particuliers pour l'entretien et l'amélioration de leur système d'assainissement. L'usager a la possibilité de saisir le

SPANC du SIVM du Haut-Giffre pour tout renseignement utile sur les démarches et actions qui s'imposent à lui.

Le Comité syndical pourra naturellement être amené à se prononcer sur l'évolution du montant de ces redevances annuellement.

Le Comité syndical,

Après en avoir délibéré, par 7 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention

FIXE les redevances d'assainissement non collectif à :

1. 120 € pour un « contrôle technique de conception et d'implantation d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité » ;
2. 80 € pour un « contrôle technique de bonne exécution d'un système d'assainissement non collectif neuf ou réhabilité » ;
3. 180 € pour un « contrôle technique initial de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant » ;
4. 120 €, pour un « contrôle technique périodique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant et conseils à l'utilisateur » ;
5. 180 € pour un « contrôle technique de bon fonctionnement d'un système d'assainissement non collectif existant effectué dans le cadre d'une vente d'immeuble ».

DECIDE de modifier le règlement du service en conséquence,

PRECISE que les redevances seront versées par les usagers du service, ou propriétaires lorsque l'utilisateur fait défaut, pour les opérations de contrôle définies dans le règlement du service,

AUTORISE l'application de la redevance sur l'assainissement non collectif pour le contrôle initial en une seule fois à partir du moment où une prestation a été réalisée.

AUTORISE Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.

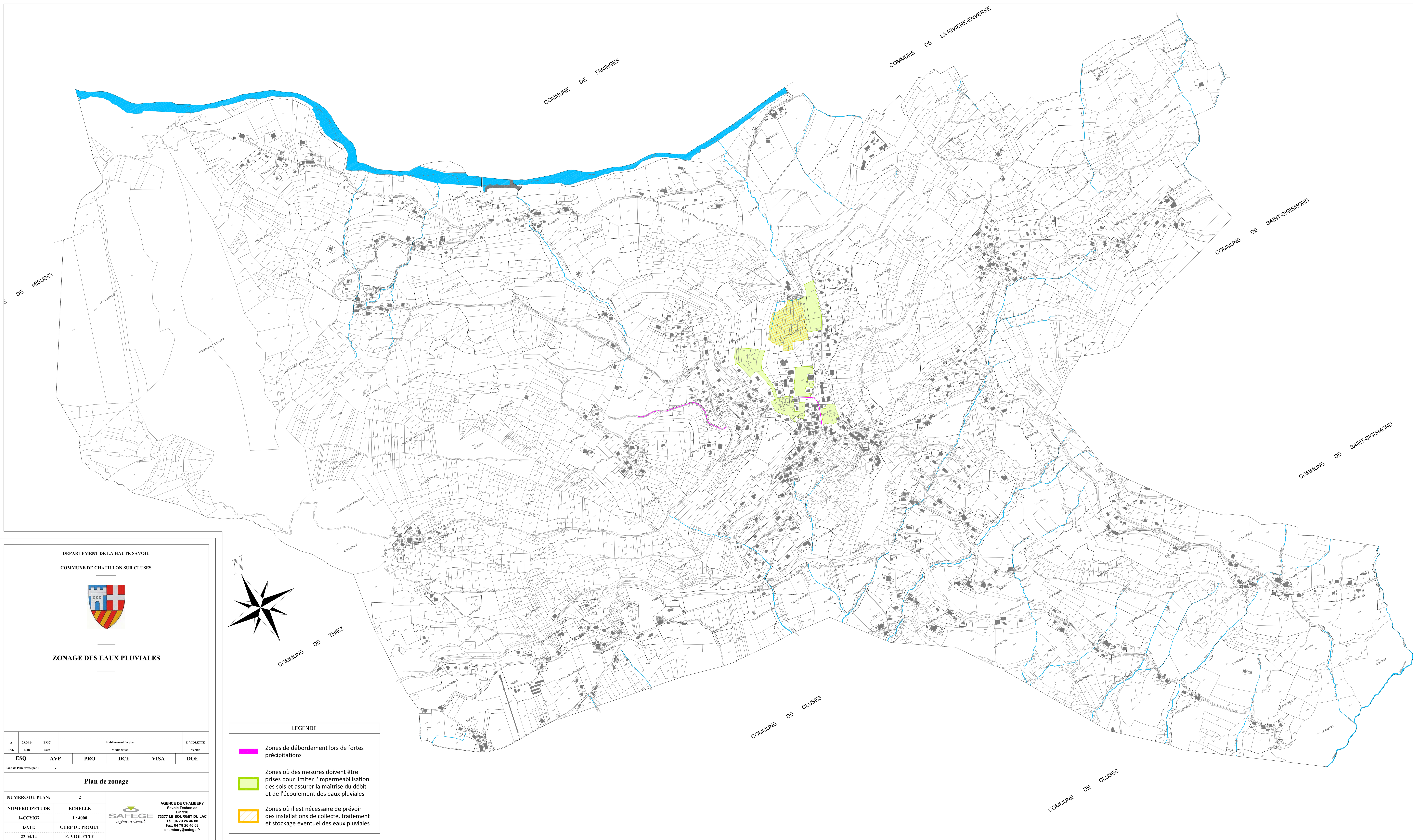
LE PRESIDENT

Yves LAURAT



ANNEXE 9

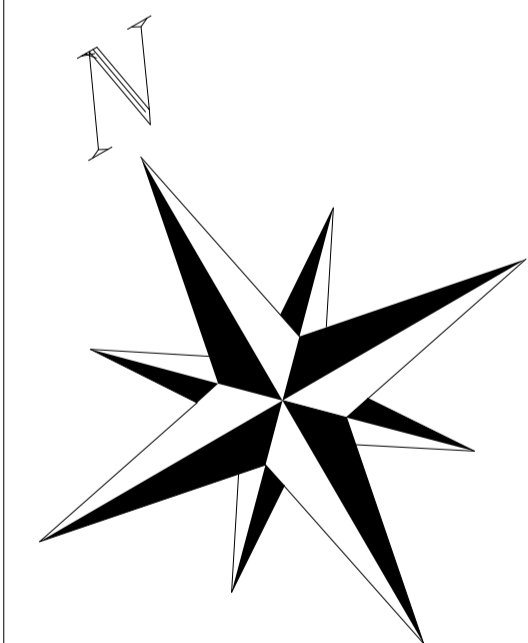
ZONAGE DES EAUX PLUVIALES






DEPARTEMENT DE LA HAUTE SAVOIE
COMMUNE DE CHATILLON SUR CLUSES



ZONAGE DES EAUX PLUVIALES



LEGENDE

-  Zones de débordement lors de fortes précipitations
-  Zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales
-  Zones où il est nécessaire de prévoir des installations de collecte, traitement et stockage éventuel des eaux pluviales

A	23.04.14	EMC	Etablissement de plan				E. VIOLETTE
Ind.	Date	Nom	Modification				Vérifié
ESQ	AVP	PRO	DCE	VISA	DOE		
Fond de Plan dressé par :							
Plan de zonage							
NUMERO DE PLAN:		2					
NUMERO D'ETUDE	ECHELLE						
14CCY037	1 / 4000						
DATE	CHEF DE PROJET						
23.04.14	E. VIOLETTE						

AGENCE DE CHAMBERY
Savoie Technolac
BP 318
73377 LE BOURGET DU LAC
Tel: 04 79 26 46 00
Fax: 04 79 26 46 09
chambery@safège.fr

SAFÈGE
Ingénieurs Conseils

TMP_419 REVISION: A